

FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

Année scolaire 1907-1908. — N° 73

LE PALUDISME

DANS LA DOMBES

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON
POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN MÉDECINE

Et soutenue publiquement le 23 Décembre 1907

PAR

FERNAND THUREL

Elève de l'Ecole du Service de Santé Militaire

Né à Orgelet (Jura) le 9 mai 1881



LYON

IMPRIMERIE PAUL LEGENDRE & C^{ie}

14, rue Bellecordière, 14

1907

FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

Année scolaire 1907-1908. — N° 73

LE PALUDISME

DANS LA DOMBES

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON
POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN MÉDECINE

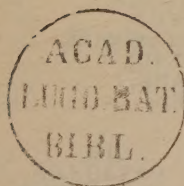
Et soutenue publiquement le 23 Décembre 1907

PAR

FERNAND THUREL

Elève de l'Ecole du Service de Santé Militaire

Né à Orgelet (Jura) le 9 mai 1881



LYON

IMPRIMERIE PAUL LEGENDRE & C^{ie}

14, rue Bellecordière, 14

—
1907

PERSONNEL DE LA FACULTÉ

MM. HUGOUNENQ.	DOYEN.
J. COURMONT.	ASSESEUR.
LORTET.	DOYEN HONORAIRE.

PROFESSEURS HONORAIRES

MM. CHAUVEAU, AUGAGNEUR, MONOYER, BONDET, MAYET, SOULIER

PROFESSEURS

Cliniques médicales.....	}	MM. LÉPINE.
Cliniques chirurgicales.....		TEISSIER
Clinique obstétricale et Accouchements.....	}	BARD
Clinique ophtalmologique.....		PONCET.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques...	}	JABOULAY.
Clinique des maladies mentales		FABRE.
Clinique des maladies des enfants	}	ROLLET.
Clinique des maladies des femmes.....		NICOLAS.
Physique médicale.....	}	PIERRET.
Chimie médicale et pharmaceutique.....		WEILL.
Chimie organique et Toxicologie.....	}	POLLOSSON A)
Matière médicale et Botanique.		X
Parasitologie et Histoire naturelle médicale	}	HUGOUNENQ
Anatomie.....		CAZENEUVE
Anatomie générale et Histologie.....	}	BEAUVISAGE
Physiologie.....		GUIART.
Pathologie interne.....	}	TESTUT.
Pathologie et Thérapeutique générales		RENAUT.
Anatomie pathologique.....	}	MORAT.
Médecine opératoire.....		ROQUE.
Médecine expérimentale et comparée.....	}	COLLET.
Médecine légale.....		TRIPIER.
Hygiène.....	}	POLLOSSON (M.)
Thérapeutique		ARLOING.
Pharmacologie.....	}	LACASSAGNE.
		COURMONT (J.).
		PIC.
		FLORENCE.

PROFESSEUR ADJOINT

Physiologie, cours complémentaire.....	DOYON.
--	--------

CHARGÉS DE COURS COMPLÉMENTAIRES

Pathologie externe	MM. VALLAS,	agrégé.
Maladies des voies urinaires.....	ROCHET,	—
Maladies des oreilles, du nez et du larynx	LANNOIS,	—
Propédeutique chirurgicale.....	BERARD,	—
Propédeutique de gynécologie.....	CONDAMIN.	—
Hygiène administrative	LESIEUR,	—
Accouchements.....	COMMANDEUR,	—
Matière médicale.....	MOREAU,	—
Embryologie.....	REGAUD,	—
Anatomie topographique.....	ANCEL,	—

AGRÉGÉS

MM.	MM.	MM.	MM.
BARRAL.	TIXIER.	NEVEU-LEMAIRE	CAVAILLON
PAVIOT.	REGAUD.	PATEL.	LAROYENNE
SAMBUC.	ANCEL.	LEPINE (J.)	VORON.
COURMONT (P.).	COMMANDEUR.	LESIEUR.	NOGIER.
CHATIN.	GAYET.	MARTIN (Et.).	MOUNEYRAT.
VILLARD.	MOREL.		

M. BAYLE, Secrétaire.

EXAMINATEURS DE LA THÈSE

M. J. COURMONT, Président ; M. ROQUE, Assesseur ;
MM. NEVEU-LEMAIRE et Et. MARTIN, Agrégés.

La Faculté de médecine de Lyon déclare que les opinions émises dans les Dissertations qui lui sont présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner ni approbation ni improbation.

A LA MÉMOIRE DE MA MÈRE
ET DE MON PÈRE

A MA SŒUR

Je dédie ce travail, bien faible témoignage d'affection.

A MES AMIS, LES DOCTEURS A. ETIENNEY,
G. DEBOMBOURG ET M. GENTY.

A MONSIEUR LE PROFESSEUR BONDET

PROFESSEUR HONORAIRE DE CLINIQUE MÉDICALE A LA FACULTÉ
MEMBRE ASSOCIÉ DE L'ACADÉMIE DE MÉDECINE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

*Qui nous inspira le sujet de
notre thèse. Nous le prions d'a-
gréer aujourd'hui l'expression
de toute notre reconnaissance.*

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE

MONSIEUR LE PROFESSEUR J. COURMONT

PROFESSEUR D'HYGIÈNE A LA FACULTÉ DE MÉDECINE
MÉDECIN DES HÔPITAUX

*Qui nous fait le grand honneur
d'accepter la présidence de cette
thèse. Nous le prions de croire à
notre vive gratitude.*

A MONSIEUR LE Dr E. REYMOND

SÉNATEUR
CHIRURGIEN DE LA MAISON DÉPARTEMENTALE DE LA SEINE

*Nous le remercions d'avoir bien voulu
s'intéresser à notre travail.*

PRÉFACE

Lors du Congrès de Lyon 1906, M. le professeur Bondet, parlant de la question de la « Remise en eau des étangs de la Dombes », montrait tout le danger que comportait une telle mesure ; on signalait, en effet, une recrudescence du paludisme depuis la reconstitution d'un certain nombre d'étangs.

Il n'y avait là que l'application d'une loi de pathologie générale, que l'effet succédant à sa cause, car l'expérience a toujours montré que, partout où se trouvent réunies la terre, l'eau et la chaleur, l'on a trois éléments suffisants pour produire le paludisme.

Aussi les Dombistes ont-ils de tout temps accusé les étangs d'être cause des fièvres intermittentes, et c'est parce que, de nos jours, on a voulu innocenter ce facteur d'insalubrité, qu'il nous a paru utile d'étudier le paludisme dans la Dombes.

Nous montrerons que cette question a passionné pendant le siècle dernier, tout le pays d'étangs du département de l'Ain : aux pétitions des communes succédaient enquêtes sur enquêtes, des lois étaient promulguées accordant satisfaction, des discussions avaient lieu dans les Conseils généraux, établissant le rôle néfaste des étangs, des écrits émanant de propriétaires montraient que la jachère en eau était un obstacle au développement agricole, etc.

Nous diviserons notre travail en deux parties : Dans une 1^{re} partie : nous étudierons le paludisme en Dombes jusqu'au vote de la loi Bérard.

Puis dans une 2^e partie, nous étudierons la question depuis le vote de la loi Bérard jusqu'à nos jours.

PREMIÈRE PARTIE

PALUDISME DANS LA DOMBES AVANT LA LOI BÉRARD

CHAPITRE I

Origine des Etangs

Tous les auteurs qui ont écrit sur la « Dombes d'étangs » se sont demandés quelle était l'origine de ses étangs. Il importe, en effet, au plus haut point, de savoir si tel est le régime normal de ce pays, car, dans ce cas, toute discussion devient inutile, toute tentative de dessèchement téméraire. Mais telle n'est pas l'opinion que l'on se fait en étudiant la question, et l'on n'est pas peu étonné de constater que partisans et ennemis des étangs sont d'accord pour reconnaître qu'ils sont artificiels.

Il a été beaucoup discuté sur leur création. Ont-ils été la conséquence des invasions des Sarrasins et des Hongrois, ou des Croisades meurtrières qui dépeuplèrent le pays, ou bien ne furent-ils pas plutôt la cause de cette dépopulation ?

Lamaïresse se rallie à la première hypothèse en faisant remonter la dépopulation de la Dombes aux invasions. M. Guigue combat cette opinion, et établit que c'est postérieurement aux invasions et aux Croisades que l'on voit dépérir la Dombes. C'est donc, pour lui, dans le pays même qu'il faudra chercher la cause du mal qui le mine.

Dès le X^e siècle, suivant la *Bibliotheca Cluniacensis*, il y aurait eu des étangs en Dombes, mais en petit nombre. En effet, dans les redevances payées, au XII^e siècle, par les cultivateurs à leurs propriétaires, on trouve le vin, le blé, l'avoine, le seigle, tous les produits de la terre, mais on ne trouve pas de poisson.

Ce n'est qu'au commencement du XIII^e siècle que le régime des étangs s'introduisit. Marguerite de Beaujeu, fondant la Chartreuse de Poleteins en Dombes, vers 1230, donna aux religieuses, entre autres biens, un étang qu'elle y avait fait faire.

Mais à cette époque, il n'y avait pas encore l'engouement qui se manifesta plus tard pour leur création.

Aussi, en compulsant les documents du Moyen Age, voit-on que la Dombes d'alors n'était pas plus ingrate ni moins fertile que les provinces voisines. Ce furent les dépressions naturelles du plateau

et l'imperméabilité de son sol qui favorisèrent la formation de quelques réservoirs naturels, ou les chères.

M. Bottex, médecin des Hôpitaux de Lyon, reconnaît que les étangs de la Dombes, comme tous les étangs de pêche, ont été créés par la main des hommes, et qu'ils sont l'œuvre de l'industrie. MM. Puvis et Digoin se rangent au même avis. M. Vulpré nous dit que, par suite de la pénurie de bras, le Dombiste a construit des étangs, et M. Bouthier de Borgard, que, depuis plusieurs siècles, une grande partie du département de l'Ain est couverte d'étangs artificiels.

Leur nombre augmenta progressivement : au XV^e siècle il avait doublé. C'est à la fin du XVII^e siècle et au commencement du XVIII^e que se manifesta un véritable engoûment à leur égard. Sur la carte levée en 1762, par les ingénieurs géographes du Roi, on compte 1050 étangs, inondant un peu plus de sept lieues carrées du meilleur sol ; nous ajouterons que tous n'y ont pas été désignés.

Collet, en 1610, nous apprend qu'en créant des étangs : « L'on fait céder, non pas le bien du particulier au bien public, mais la fantaisie ; car ce « ne serait qu'une pure fantaisie de s'opposer à la « construction des étangs » (Collet : Droits Seigneuriaux, p. 81).

Du reste, les Seigneurs, pour inonder de plus grandes étendues de terres, n'hésitèrent pas à supprimer des routes, et à autoriser l'établissement d'étangs sur le terrain d'autrui.

L'isolement politique de la Dombes, qui ne fut réunie à la France qu'en 1762, facilita de tels abus.

D'autres causes sociales intervinrent encore. A cette époque les lois d'abstinence de l'Eglise étaient observées rigoureusement et « plus du tiers de l'année était de jours maigres ». Aussi, l'élevage du poisson était-il d'un bon rapport « dans un temps où la « livre de poisson valait dix livres de froment, « quinze à vingt livres d'avoine et deux à trois livres de viande de boucherie ».

De plus, par la contagion de l'exemple, ces produits faciles et avantageux amenèrent les Dombistes à s'engager complètement dans cette voie. Aux premiers étangs dus à une dépopulation accidentelle vinrent s'en ajouter d'autres dus à la cupidité.

Ainsi, il résulte des informations prises par M. Greppoz (et ces informations n'ont pu être contredites), que dans la dernière moitié du XVIII^e siècle et les vingt premières années du XIX^e siècle, il aurait été construit ou agrandi des étangs pour 989.000 fr. dans vingt communes, soit en moyenne pour 49.400 fr. par commune. « On doit donc ad-
« mettre que, dans la première moitié du XVIII^e
« siècle et dans le siècle précédent, espace de
« temps deux fois plus long que l'époque positive-
« ment observée (par Greppoz), une surface au
« moins égale à la première aura été couverte en
« étangs, ce qui porterait la surface des étangs
« construits depuis le commencement du XVII^e siè-
« cle à plus de 14.000 hectares ».

En résumé, nous dirons que les invasions, les

guerres féodales ont amené la dépopulation, qui a produit les étangs, et que les étangs, à leur tour, ont été une nouvelle cause de dépopulation.

L'isolement politique de la Dombes, nous l'avons vu, avait favorisé ce genre d'industrie, qui était devenu une nécessité sociale. C'est pour cela que des Coutumes locales ou Servitudes s'établirent peu à peu et arrivèrent à être respectées comme des lois : Les Coutumes de Villars sont restées célèbres.

Le créateur de l'étang est « l'évolagiste principal » : il partage le produit de sa pêche avec les propriétaires des parcelles inondées ou pies. Tous les deux ans, l'étang est mis « en assec » c'est-à-dire desséché, et chaque propriétaire d'une pie sème et récolte, généralement de l'avoine ou du blé. Le droit à la pêche et à la culture ne sont pas les seules ressources de l'étang : pendant qu'il est en eau, il fournit le rouissage du chanvre et donne lieu ainsi au droit de « naizage » ; le droit de faire pâturer le bétail s'appelle le « champéage » pendant la période de l'assec, et le « brouillage » pendant l'évolage.

De plus, comme il n'y a pour alimenter ces réservoirs que les pluies, les Coutumes établissent que l'étang supérieur devra se vider quand l'époque d'usage sera venue, de façon à « nourrir l'étang inférieur qui compte sur ses eaux ». Lorsque deux étangs se commandent ainsi, ils sont dits « dépendants » dans le langage de la Dombes.

De telles Coutumes ne firent que s'ancrer davantage avec le temps et à un tel point qu'elles continuèrent à régir la Dombes après son annexion à la

France. Aussi, ce pays d'étangs continua-t-il à faire, pour ainsi dire, « un état dans l'Etat ». Personne n'osait toucher à ce que les Dombistes avaient toujours considéré comme un genre de culture à deux fins. On fermait les yeux sur les inconvénients : la santé publique passait au second plan.

Les découvertes modernes sur le paludisme ont montré tous les dangers qu'une telle exploitation entraînait avec elle au point de vue social. En effet : « Les maladies les plus redoutables, au point de vue social, ne sont pas les plus meurtrières. Celle-ci (le paludisme) produit un abâtardissement progressif de la race qui s'expose longtemps à son action, et la quasi immunité qu'elle lui confère à la longue est payée par un affaiblissement de force et d'intelligence qu'aucune autre endémie ne produit au même degré » (Duclaux).

Aussi, est-on surpris de voir, non seulement se perpétuer, mais encore s'accroître ces foyers séculaires d'infection.

A l'étranger, au contraire, la lutte contre le paludisme a été radicale : les Américains, à Cuba, ont rendu la suppression des eaux stagnantes obligatoire ; en Italie, deux lois (1901) furent votées : la première établissant que tout paysan pris de fièvre pendant le travail recevra de la quinine ; la seconde fixant un prix maximal de la quinine, prix obligatoire pour tous les pharmaciens ; l'application de toiles métalliques aux fenêtres des habitations situées en pays malariques fut également rendue obligatoire.

CHAPITRE II

Première Période: (1789-1850)

« Partout où le miasme paludéen existe, l'homme « se trouve en présence de ce triste dilemme : anéantir l'insalubrité ou être anéanti par elle » (Simonet : Congrès de Paris).

Les Dombistes ont, depuis longtemps, pensé dans ce sens, mais leurs véritables revendications ne datent, pour ainsi dire, que de la Révolution de 1789. La persévérance avec laquelle ils menèrent cette campagne indique qu'il s'agissait d'une question vitale pour leur pays. Leurs plaintes ne sont point le résultat d'idées préconçues ou fantaisistes, mais reposent sur des faits irréfutables. C'est l'étang, nous le verrons, qu'ils considèrent, presque toujours, comme cause de l'insalubrité, des fièvres intermittentes et de la dépopulation.

Nous ne citerons que pour mémoire ce que disait, en 1683 (sans espoir d'être écouté), Brossard-Montany, syndic du Tiers-Etat, à propos d'un édit bursal

portant trois livres d'imposition sur chaque cent de poissons qui sortirait de la province :

« Ceux qui ont intérêt à empêcher l'effet de cet édit, sont messieurs de l'Eglise et de la noblesse qui possèdent presque tous les étangs, le Tiers-Etat n'en possédant pas la centième partie. . .

« Et serait avantageux au Tiers-Etat que l'imposition fut sy grande sur le poisson que la noblesse et l'Eglise fussent contraincts de tenir en assec toujours leurs estangs, tant parce que l'air serait meilleur au pays, et l'on n'y serait sy sujet aux maladies que parce qu'il abonderait en foins dont ils sont en disette, les meilleurs fonds pour prez et terres estant occupés par les eaux, et la province s'en peuplerait davantage ».

Un siècle plus tard, le célèbre agriculteur physicien, M. l'abbé Rozier faisait, dans son Dictionnaire, le procès des étangs de la Dombes.

La Dombes n'était pas seule à souffrir. D'autres régions étaient également couvertes d'étangs, et c'est à la même époque qu'apparurent les protestations.

En 1781, c'est la Généralité de Paris qui proteste contre les étangs, c'est aussi celle de Moulins, où l'Assemblée instituée par Necker se réunit sous la présidence de Mr de Marbœuf, évêque d'Autun, et s'occupe « de plusieurs dessèchements de marais ».

En 1787, M. Huet de Froberville, secrétaire perpétuel de l'Académie royale des sciences, arts et belles-lettres d'Orléans, s'élève fortement contre la multiplicité des étangs de la Sologne. « Il faut voir,

« dit-il, si ces amas d'eau n'entretiennent point un
« foyer de peste dans les lieux où ils sont multi-
« pliés... Nul motif d'intérêt ni d'agrément n'est
« fait pour balancer un seul instant les grandes
« raisons de la santé de toute une contrée et de sa
« population ».

La question des étangs était donc d'actualité lorsqu'apparut le premier document dombiste : la « Motion des municipalités de Joyeux, Birieux, Cordieux, etc. sur l'abolition des étangs en Bresse » (11 mars 1790).

Les Dombistes montrent bien qu'ils ne considéraient pas le sol de leur pays comme impropre à la culture. « Ho ! aveuglement déplorable, les hommes n'aiment plus les hommes, ils préfèrent les poissons, ils en peuplent la partie méridionale de la Bresse et de la Dombes, et la dépeuplent d'hommes et de bras qui sont le seul besoin qu'elle ait, pour ainsi dire, pour être un canton des plus fertiles de la province ».

Comme Brossard-Montany, ces communes reconnaissent que « c'est sur eux (les étangs), au contraire, que devrait porter l'imposition la plus forte, « parce qu'ils sont odieux, nuisibles à l'homme et la « cause trop réelle de la dépopulation ».

Les registres des paroisses faisaient foi de ce qui était avancé, car dans celles « où il y a des étangs, « le nombre des sépultures surpasse le nombre des « naissances ».

Et la Motion continuait ainsi : « Il est triste de ne « pouvoir compter, parmi les individus d'une

« paroisse, aucun sexagénaire. Les hommes, dans
« notre canton, périssent à la fleur de l'âge, ou y
« mènent une vie languissante dans un temps et
« un âge où ils pourraient le mieux servir la patrie
« par leur travail ou leur industrie acquise par l'ex-
« périence. Cette vérité est relative à bien d'autres
« paroisses... »

Il se passait déjà, dans ces communes, ce que nous verrons se passer plus tard dans d'autres :
« Elles seraient dépeuplées depuis longtemps, si
« elles n'étaient repeuplées par des domestiques
« étrangers qui, d'abord, y sont attirés par de gros
« gages, ensuite s'y fixent et s'y établissent, les
« valets épousant les veuves et les veufs épousant
« les servantes ».

Puis, les Dombistes, connaissant la topographie de leur contrée beaucoup plus élevée que la Saône, l'Ain et le Rhône, demandaient la suppression des chaussées, obstacle au libre cours des rivières. Mais la question juridique était tranchée d'une façon trop radicale : les droits de la propriété passaient au second plan, « comme si la propriété privée, quelque sacrée qu'elle soit, avait droit de
« primer sur la propriété publique, la population et
« l'agriculture ».

Les conclusions de la Motion étaient les suivantes :

« Il conviendrait donc, sauf meilleur avis, de
« demander :

« 1^o ... Que l'on assoie une imposition plus forte
« sur les étangs qui subsisteront.

« 2^o Que défenses soient faites, sous peine
« d'amendes considérables, de construire de nou-
« veaux étangs, ni d'exhausser ou prolonger les
« chaussées des anciens, et que tous les étangs cons-
« truits depuis 40 ans soient détruits sans indemnité.

« 3^o Que tous les étangs anciens ou nouveaux,
« susceptibles de bonne culture et d'un rapport
« quelconque, ne fût-ce qu'en fourrages, toujours
« rares et précieux dans les communautés inondées
« des étangs, seront abolis pour le bien général.
« Encore une fois, agriculture et population ».

Les pays d'étangs pris séparément, étaient alors
à la Dombes et à la Bresse, prises ensemble, comme
1 est à 3, relativement à l'étendue ; comme 1 est à 5
relativement au nombre des communautés, comme
1 à 8 relativement au nombre des habitants.

Ainsi, en prenant au hasard dix paroisses dans le
pays des étangs, dix paroisses dans les montagnes
du Revermont, dix dans la plaine cultivée, on voit
que, dans les pays d'étangs, le nombre des hommes
et des femmes de 50 jusqu'à 60 ans, donnait le vingt-
troisième, et celui des vieillards de 60 ans et au-delà :
le 61^e de la population.

Dans la montagne, la classe de 50 à 60 ans repré-
sentait le 11^e et celle des vieillards, le 22^e. Dans la
plaine, bien cultivée, la classe de 50 à 60 donnait les
2/17^e et celle des vieillards le 1/12^e environ.

Il y avait donc, dans les pays bien cultivés de la
Bresse, par proportion, « cinq fois autant de vieil-
« lards que dans les pays d'étangs, et presque trois
« fois autant de personnes d'un âge mûr ».

Cette motion des municipalités de Joyeux, Birieux et Cordieux etc., est pour ainsi dire la charte des revendications dombistes.

Aussi, nous sommes-nous attachés, non pas à la signaler simplement, mais à montrer à l'appui de ce document quelle est la façon dont était alors envisagée la question des étangs. M. Varenne de Fenille, partisan du dessèchement, attaqua néanmoins cette motion, non comme injuste, mais, comme violente : « Parce qu'à la place d'un très grand mal, elle substituait un mal plus grand encore, celui de métamorphoser des étangs en marais ».

Le 5 juin 1791, l'Assemblée Constituante écoutait les plaintes déjà anciennes que la Dombes avait renouvelées à la veille des Etats-Généraux et rendait une loi sur le dessèchement des marais et des terres habituellement inondées. Puis, après deux ans d'enquête et sur les réclamations aussi des pays d'étangs du Midi de la France, était promulguée la loi du 11 septembre 1792 :

« L'Assemblée Nationale, *considérant* qu'il existe
« dans plusieurs départements un grand nombre
« d'étangs marécageux dont les émanations occasionnent des maladies épizootiques, que l'humanité et l'agriculture en commandent la destruction, décrète ce qui suit :

« Lorsque les étangs, d'après les avis et procès-verbaux des gens de l'art, pourront occasionner,
« par la stagnation de leurs eaux, des maladies épidémiques ou épizootiques, ou que, par leur position, ils seront sujets à des inondations qui

« envahissent et ravagent les propriétés inférieures,
« les Conseils généraux des départements sont
« autorisés à en ordonner la destruction, sur la
« demande formelle des Conseils généraux des
« Communes et d'après les avis des administra-
« teurs des districts ».

Ainsi, les Conseils généraux des départements ne pouvant ordonner le dessèchement que sur la demande formelle des Conseils généraux des communes, la loi était inévitablement arrêtée dans son exécution : il fallait trop de formalités.

Les plaintes continuèrent, et la Convention rendit le *Décret du 4 décembre 1793* (14 frimaire, an II), qui ordonnait le dessèchement de tous les étangs de la République avant le 15 pluviôse suivant :

Voici l'article 1^{er} de ce décret :

« Tous les étangs et les lacs de la République,
« qu'on est dans l'usage de mettre à sec pour les
« pêcher, ceux dont les eaux sont rassemblées par
« des digues et chaussées, tous ceux enfin dont la
« pente des terrains permet le dessèchement, se-
« ront mis à sec avant le 15 du mois de pluviôse pro-
« chain, par l'enlèvement des bandes et coupures de
« chaussées et ne pourront plus être remis en
« Etangs, le tout sous peine de confiscation au
« profit des citoyens non propriétaires des com-
« munes où sont situés les Etangs ».

La loi de 1792 n'était pas abrogée par ce décret ; il maintenait son principe et supprimait les intermédiaires qui entravaient son exécution. Le gou-

vernement se réservait la direction des opérations du dessèchement.

Ici, nous reproduirons un document qui montrera que si les mesures prises déplurent, soit par le fait de leur brusquerie, soit par la quasi impossibilité de leur exécution, le peuple, néanmoins, reconnaissait tout le bénéfice que pourrait retirer la santé publique du dessèchement des étangs et des marais. C'est ainsi que, le 10 floréal (20 avril) 1794, an II de la République Française, les citoyens Lauras et Bernascon, artistes de Commune-Affranchie (Lyon) adressaient aux Représentants du Peuple Français un mémoire intitulé : « Découverte de laquelle doit
« résulter un bénéfice de plus de 33 millions pour
« la République et régénérer un pays qui est
« infecté ».

Ils remercient les Citoyens Représentants d'avoir puissamment contribué par leurs sages décrets à
« soulager et débarrasser nombre de provinces des
« maux qu'elles endurent, occasionnés par les
« eaux stagnantes et corrompues qui, en croupis-
« sant, font le germe des maladies épidémiques,
« fiévreuses et abrègent à l'humanité, la *nature*
« *étant affectée*, le cours d'une vie si chère, dont les
« individus qui les habitent n'en jouissent que dans
« la langueur, ayant peint sur la figure ce tableau
« livide et n'agissant que parce qu'ils sont dans la
« force du premier âge; qu'en beaucoup de pays
« comme la ci-devant Bresse, ils ne passent pas
« 40 à 50 ans et croient avoir beaucoup vécu ».

Les citoyens de Commune-Affranchie, après avoir

sollicité l'autorisation de dessécher le marais appelé « Les Grandes Echelles », dont le sol, selon eux, est d'un « terrain gras et de la première qualité du pays », terminaient ainsi leur mémoire :

« C'est par vos soins que la France vient d'être
« régénérée ; c'est aussi par vous que disparaîtront
« tant de maux qui la désolent et surtout dans un
« pays tel que la Bresse, où les individus faibles et
» languissants qui l'habitent ont, en quelque sorte,
« besoin de prendre une nouvelle existence physi-
« que ».

Des réclamations s'étaient élevées de tous côtés, et une troisième loi, en date du 29 mars 1795, suspendit l'exécution de celle du 4 décembre 1793.

Puis, le 1^{er} juillet suivant (Décret du 1^{er} juillet 1795), sur le rapport de Berthollet, cette loi fut définitivement rapportée. Le grand chimiste disait notamment dans son rapport général sur les étangs : « Tels
« furent les immenses travaux des antiques Bres-
« sans, dont le génie et l'industrie méritent de trou-
« ver une place glorieuse dans l'Histoire des peu-
« ples agricoles, car ils ont fait, avec plus de diffi-
« cultés peut-être, ce que les Bataves n'ont fait
« qu'après eux dans les marais de la Hollande et de
« la Zélande ».

Toutefois, les législateurs ajoutèrent à leur 4^e loi un article 2 par lequel : « Le Comité d'Agriculture
« dut charger les administrateurs des départements
« de faire reconnaître par des agents le moyen
« d'améliorer l'Agriculture et de rendre l'air plus
« salubre dans les contrées connues ci-devant sous

« les noms de Sologne, Bresse et Brenne, etc... »

Ainsi, l'abrogation de la loi du 4 décembre 1793 remettait le règlement de toute cette question sous la loi du 11 septembre 1792. L'assainissement de la Dombes est décrété, mais avec la modification suivante dans l'application de la loi : L'administration du Département sera l'intermédiaire pour l'exécution, les Conseils municipaux ne pouvant plus intervenir.

*
* *

A en juger par la ténacité avec laquelle était menée cette campagne contre les étangs, on eût pu croire qu'ils auraient avant peu cessé d'exister et cédé la place à la culture. Mais force fut d'ajourner cette question durant les guerres de la première République. Toutes les personnes valides, capables de contribuer à l'assainissement du pays, avaient été appelées aux armées.

Aussi, entrons-nous, dès cette époque, dans une période d'accalmie qui va durer une trentaine d'années. Les documents que nous trouvons reflètent presque tous l'état de malaise, d'apathie dans lequel était tombé le pays après les dures épreuves qu'il avait eues à traverser, et tel qui avait été, au début, partisan du dessèchement, devient alors un adversaire.

En 1807, M. Bossi, préfet de l'Empire, s'éleva, dans sa « Statistique du département de l'Ain », contre le maintien des étangs, leur attribuant toutes les maladies, tous les maux qui fondaient sur la Dombes. Ce fut en vain qu'il attira l'attention sur le

Dombiste d'alors « vieux à trente ans, cassé et décrépît à quarante ou cinquante ans ».

La loi du 16 septembre 1807, établissant clairement la distinction de l'intérêt public et de l'intérêt privé, reconnaissant le principe d'indemnité en même temps que celui d'association et de contribution, vint fournir tous les moyens d'application de la loi de 1792. Mais, par suite du silence gardé par une population routinière et de l'influence de grands propriétaires hostiles au dessèchement, la suppression des étangs en resta là. La loi du 16 septembre 1807 fut donc aussi impuissante à enrayer le mal que les lois de 1792 et de 1793.

En 1810, M. Piquet, président du Tribunal de Bourg, reprit la lutte contre les étangs et eut pour adversaire son ancien collègue et ami politique, de la Beynière. Pour combattre la décroissance de la population, il proposa son exemption du service militaire.

M. le Docteur Delorme, à Châtillon-sur-Chalonne, publia, en 1814, une « Topographie médicale de l'arrondissement de Trévoux », dans laquelle il avance que l'insalubrité de la Dombes a diminué depuis 1786, par suite d'une culture mieux entendue des étangs et, cependant, il arrive à des résultats statistiques qui prouvent que la mortalité augmente de plus en plus dans le pays d'étangs.

Pour le Docteur Monfalcon : « Les étangs sont un mal, mais un mal inévitable qui en fait éviter un plus grand ». « Leur existence, en effet, serait imposée par la nature argileuse du sol, par son défaut

d'inclinaison, etc... et le grand bénéfice que l'on retire de leur exploitation » (Histoire médicale des marais, 1826).

Dans son « Essai sur les fièvres rémittentes et intermittentes des pays marécageux tempérés » (1828), le Docteur Nepple, médecin de Montluel, arrivait aux mêmes conclusions : « Si leur existence, « disait-il en parlant des étangs, est un fléau pour « la santé de ceux qui habitent leurs bords, c'est « un mal nécessaire, puisque leur suppression rendrait les Dombes aux eaux marécageuses, improductives ». — Il reconnaissait aussi que la fièvre intermittente ne s'est jamais développée d'une manière endémique ou épidémique que dans les contrées recélant des marais ou des étangs.

Quel était le mouvement de la population pendant cette période? — M. Bodin nous apprend, dans un Mémoire, que, de 1820 à 1834 : Dans les 21 communes du pays inondé de la Dombes, où les décès ont excédé les naissances, on a eu 8.784 décès sur 7.526 naissances, et qu'ainsi les décès ont excédé les naissances de près de 17 0/0. Au contraire, dans les 16 autres communes du même pays, il y a eu 2,939 décès et 3.241 naissances ; si nous ajoutons ensemble les naissances et les décès des deux sections, l'excédent des décès sera encore de 956, ou de plus du vingtième de la population qui s'élève à 18,259 habitants.

Aussi l'insalubrité de la Dombes était telle qu'en 1820 le pays était réputé l'un des plus malsains de France (Puvion). Rien n'avait été fait pratiquement pour

l'assainissement de cette région, si ce n'est le dessèchement de 2.000 hectares en 1814.

Edgard Quinet, en effet, dans l'« Histoire de mes idées » (1858), parle comme suit de son retour dans la Dombes en 1820, quand il quitta l'Ecole Polytechnique à l'âge de 17 ans :

« Nous avons repris, mon père et moi, l'œuvre
« désespérante, infernale, du dessèchement de nos
« marais. Ils furent plus forts que nous, si bien que
« nous ne pûmes même les entamer. Physiquement
« ils me vainquirent, moralement, ils me vainqui-
« rent aussi ».

.

★
* *

A partir de 1835 commence, pour la Dombes, une phase de régénération : aux publications isolées, et n'ayant aucun caractère officiel, succèdent des mémoires qui sont lus devant la Société d'Agriculture de Trévoux, des Commissions sont nommées pour enquêter sur l'état sanitaire de cette malheureuse contrée, et indiquer le remède à apporter.

Le 21 octobre 1835, M. Digoïn, membre du Conseil d'arrondissement, donna lecture devant la Société d'agriculture de Trévoux d'un « Mémoire sur les causes de l'insalubrité et de la dépopulation de la Dombes et les moyens d'y remédier ».

« Quelle est la cause, dit-il, de cette langueur de
« la Dombes, de la décroissance et de la prostration
« de sa population, alors que le Bugey, le Dauphiné

« et le Beaujolais, ses heureux voisins, comptent
« depuis deux siècles tant de progrès moraux et
« matériels, alors que le nombre des habitants de
« ces pays salubres a quintuplé? » Et la cause de
tout cela est, pour lui, l'insalubrité du pays d'étangs.
Digoin, bien que Dombiste, n'est, d'ailleurs, pas plus
flatteur pour ses compatriotes que ne l'était le préfet
Bossi, un étranger, auquel on reprocha d'avoir
apporté, dans ses descriptions, plus de poésie que
de réalisme. « Cette altération de l'organisation
« physique des habitants de la Dombes n'est pas le
« seul mal que produise le pays d'étangs, ses effets
« sur le moral sont aussi fâcheux... Le Bressan
« est mou et indolent de corps et de pensée ». Digoin
appuyait ces tristes constatations sur les faits sui-
vants :

35 communes prises au hasard dans le Beaujolais,
le Lyonnais, le Dauphiné et la Haute-Bresse, offrant
une surface de 40 lieues carrées, présentent une
population de 39.785 habitants, et les 35 communes
qui composent notre pays d'étangs renferment sur
un pareil périmètre de 40 lieues carrées 13.768 indi-
vidus; la différence en moins et au préjudice du
pays d'étangs étant de 26.017 habitants. La popu-
lation moyenne des communes rurales qui avoisi-
nent la Dombes dépasse 850 habitants par chaque
lieue carrée de surface, et la population moyenne
des communes rurales du centre de la Dombes est
de 380 habitants sur la même étendue.

De plus, les décès dans les communes riveraines
de la Dombes avaient été, pendant les 15 années

qui venaient de s'écouler, d'un quart de la population, et les naissances avaient atteint la moitié du chiffre de cette même population. Pendant ces mêmes 15 années, le nombre des naissances avait été, dans le pays d'étangs des 58^e du chiffre de la population, et le nombre des décès des 12/14^{es} du montant numérique de cette même population : ce qui faisait un excédant de 3.316 décès sur le chiffre des naissances.

Fort de telles constatations, M. Digoin, au nom de l'intérêt général, demandait que les étangs soient supprimés et que la loi du 7 juillet 1833, sur l'expropriation pour utilité publique, leur soit appliquée.

L'année suivante, 2 mai 1836, le même auteur donnait lecture d'un second mémoire à la Société d'Agriculture de Trévoux. « La Société d'Agriculture de Trévoux, disait-il, a une tâche rigoureuse à remplir ; placée sur une contrée dont l'état sanitaire est un fléau pour l'humanité, ses constants efforts doivent tendre à livrer au grand jour tout ce que cet état a de pernicieux et à éclairer les agriculteurs et les propriétaires.

.....

« Les étangs dans lesquels les eaux pluviales seules affluent et qui conservent ces eaux pendant une longue série d'années, sans autre renouvellement que des additions des mêmes eaux sortant d'étangs supérieurs ou tombées du ciel, sont la cause principale et presque unique des maladies qui dépeuplent la Dombes ».

En terminant, M. Digoin disait : « Appelons de

« tous nos vœux l'initiative de l'autorité en faveur
« d'un assainissement qui est le premier besoin de
« cette population agricole si intéressante, et cher-
« chons à provoquer les améliorations à faire, par
« l'exemple de celles qui ont eu lieu ».

La même année paraissait un « Mémoire sur les
« moyens d'améliorer l'état sanitaire et agricole de
« la Dombes », par M. Guichard. Ce cultivateur
dombiste réprouve, lui aussi, cet état de choses qui
ne subsiste qu'en décimant, chaque année, la popu-
lation attachée à un sol qu'on n'a fertilisé qu'en l'em-
poisonnant, qu'en y multipliant les étangs, ces
foyers pestilentiels si préjudiciables à la santé des
habitants de cette malheureuse contrée. Puis, il
montre l'inanité des principales assertions des défen-
seurs des étangs, telles que :

« Le sol de la Bresse est le plus ingrat de tous les
« sols;

« Avec la destruction des étangs, la destruction
« de la population, celle du bétail, celle de tous les
« chemins;

« Sous le point de vue de la santé des habitants,
« la suppression des étangs serait funeste; suppri-
« mer, serait infailliblement augmenter l'insalu-
« brité ».

Ainsi, dans la commune de Montanay, la destruc-
tion des étangs avait produit les plus heureux
résultats sous les rapports de la salubrité, de
l'accroissement de la population et de l'aisance des
habitants.

Guichard reprochait enfin aux défenseurs des

étangs de n'avoir traité la question du dessèchement qu'au point de vue d'une suppression brusque et d'avoir rejeté les moyens lents et progressifs, seuls recommandables en l'espèce. Et, pour pouvoir assainir la Dombes, il demandait que les communes insalubres ne soient pas privées, et cela pendant vingt ans, des cinquante hommes enlevés par la Conscription chaque année, et que le même privilège soit étendu à toutes les familles étrangères qui viendraient résider dans la Dombes d'étangs.

Dans la session de 1837 fut prise au Conseil général la résolution suivante :

« Le Conseil général appelle l'attention du gouvernement sur l'influence funeste qu'exercent les « étangs sur la santé publique, et demande que, « dans le cas où la législation qui les régit pourrait « être modifiée, on concilie l'intérêt public avec les « droits de la propriété ».

M. Latil de Thimécour, président de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de l'arrondissement de Trévoux, voulant conduire impartialement les débats soulevés par une question si importante, adressa aux propriétaires des communes d'étangs une lettre pour réclamer leur concours.

« Plusieurs propriétaires, écrivait-il, désirent voir « modifier ou modifient eux-mêmes la culture d'une « partie des étangs de la Dombes ; ils pensent que le « dessèchement successif et sagement conduit doit « avoir pour résultat :

1°) L'augmentation de la valeur du sol et des pro-

duits sur les terrains actuellement inondés, surtout pour les étangs de petite et moyenne étendue.

2^o) La destruction des effluves marécageuses et des influences funestes qui enlèvent prématurément à la terre les hommes qu'elle réclame pour sa culture, ainsi que le constatent des faits et des calculs statistiques anciens et récents, également incontestables. . . .

Quelle a été l'influence apparente du dessèchement sur la santé et la vie des habitants et à quelle distance ? « La Société provoque et réclame, pour les reproduire impartialement toutes les opinions qui peuvent éclairer cette grande question d'intérêt public et privé, quelle que soit, du reste, la diversité de ces opinions ».

Cet appel aux propriétaires du pays fut le signal d'une scission entre eux : d'un côté, les partisans du dessèchement, et de l'autre, les antidessécheurs. Dans le principe, le camp des dessécheurs fut peu nombreux : MM. Bodin, Greppo et Guichard furent les chefs du mouvement.

Parmi les réponses à la lettre de M. Latil de Thimécourt nous retiendrons celle de M. Greppo. Pour lui, c'est encore aux étangs qu'il faut s'en prendre pour ramener la prospérité dans le pays : ils forment le complément du principe d'insalubrité qui dévore la population de la contrée, et doivent, en suivant les règles de la stricte justice, être hors du droit commun.

Prêchant d'exemple, M. Greppo en avait détruit quatre au Montelier, trois à Villars et se préparait à

continuer. Pour arriver au dessèchement, il désirait que la question de la destruction des étangs s'engageât devant les Chambres ; toutefois, avant d'aller si loin, il préférerait qu'elle fût soumise aux pouvoirs départementaux. « Préparons, disait-il, une pétition au Conseil d'arrondissement et au Conseil général ; nous y joindrons un projet de loi ; s'il prend notre demande en considération, nous demandons qu'à l'instar du Conseil général du département de la Loire, il déclare les étangs établissemens insalubres : ce sera déjà un grand pas de fait ».

Puis le pays serait, pendant un certain temps, exempt d'une grande partie de la contribution foncière : telle avait été, par exemple, la façon d'agir de l'Angleterre pour l'Ecosse.

Le camp des défenseurs des étangs était beaucoup plus nombreux. MM. Guerre, Nivière, Nohac, Bouthier de Borgard, Ponchon étaient à la tête. Ils exposèrent leurs idées dans un certain nombre de brochures. En 1839, M. Bouthier de Borgard publiait une « Notice sur l'utilité incontestable des Etangs de la Dombes ». A son avis, le dessèchement entier et absolu serait infiniment préjudiciable aux succès de l'agriculture et aux progrès de la population. Et, comme une grande partie du département de l'Ain est, depuis plusieurs siècles, couverte d'étangs artificiels, « il faut nécessairement conclure, dit-il, qu'un but d'utilité réel a présidé à ces établissements et en a maintenu la conservation ».

M. Bouthier de Borgard prête aux dessècheurs

des intentions qu'ils n'en jamais eues. Loin de préconiser, en effet, un dessèchement entier et absolu, ils ont, au contraire, toujours réclamé un dessèchement progressif. M. Varenne de Fenille dès 1791 ne demandait pas qu'on proscrive absolument ce genre de propriété auquel on paraissait si attaché, mais désirait qu'on en réduise le nombre. M. Guichard avait également reproché aux défenseurs des étangs, comme nous l'avons vu, d'éluder la question et pour cela, d'employer ces grands mots à effet : « De perturbation générale de toutes les fortunes, la destruction de toutes les ressources du pays, etc., comme s'il s'agissait de faire main basse sur tous les étangs le même jour et à la même heure ».

M. Ponchon, dans « Les Réformateurs de la Dombes agricole aux prises avec eux-mêmes » (1839) oublie de parler de la dépopulation de la Dombes et des fièvres intermittentes. « Quelques-uns d'entre vous, dit-il, nous ont accusés, nous hommes de la résistance, de manquer d'humanité : ici, je me permettrai de vous le demander, Messieurs, de quoi manquez-vous ? »

M. Nohac ayant fait paraître une brochure intitulée : « Démonstration de la nécessité de maintenir le régime des étangs sur le plateau de la Dombes » (1839) reçut une lettre ouverte de M. A. Greppo, avocat à la Cour royale de Lyon, et une réponse de M. Digoin. M. Greppo lui reprocha ironiquement d'avoir donné, dans le cours de son pamphlet, des consolations aux habitants de la Bresse et de la Dombes, affligés par la fièvre, en leur disant que

les professions de verrier et autres étaient encore plus nuisibles à la santé que les miasmes des étangs et qu'en considération des avantages, ils devraient aussi supporter les inconvénients. Les arguments qu'invoquait M. Nolhac pour maintenir le régime des étangs étaient les suivants :

1^o) Nécessité de conserver les étangs, comme grands réservoirs où se rendent les eaux qui, sans cela, séjourneraient éparses et stagnantes sur les terres.

2^o) Nécessité d'y abreuver le bétail, dans un pays qui ne possède pas de cours d'eau permanent ;

3^o) Nécessité d'y retenir les eaux pluviales qui, sans eux, inonderaient les villes voisines ;

4^o) Nécessité de fertiliser un sol qui serait stérile sans eux.

5^o) Nécessité de conserver à la ville de Lyon ses approvisionnements en poissons.

Dans sa réponse, M. Digoïn s'appuyant sur ses recherches dans les registres de l'état-civil concernant le mouvement de la population du pays d'étangs, concluait ainsi : « Les registres de l'état-civil parlent « un langage dont les sentences ne peuvent malheureusement pas être révoquées en doute ; il faut « donc tenir pour certain que les trois cinquièmes « de la population de notre arrondissement sont « dévorés par l'insalubrité, et que ces trois cinquièmes constituent le pays d'étangs ».

Certain propriétaire d'étangs, hostile au dessèchement, écrivit à M. le Ministre du Commerce et de l'Agriculture une lettre pour lui exposer que les

étangs étaient d'utilité publique et « qu'ils donnent « à chaque printemps un parcours abondant, salubre, indispensable aux bestiaux, favorisent le « rouissage... ». Comme tous les gens de son parti, il mettait en doute le rôle de l'étang dans l'insalubrité du pays, et se retranchait derrière la violation flagrante du droit de propriété qu'occasionnerait le dessèchement.

*
* *

Pendant que certains Dombistes émettaient ainsi leur façon d'envisager l'état sanitaire de la Dombes, d'après le vœu exprimé par le Conseil général du département de l'Ain pendant la session de 1838, M. Bonnet, alors préfet, avait chargé une commission de procéder à une enquête sur la question, si souvent controversée, du dessèchement des étangs et de l'assainissement de la partie insalubre du département de l'Ain. La Commission rédigea l'année suivante son rapport ; du reste, son travail avait été singulièrement facilité, car, comme nous l'avons vu, des questions avaient été envoyées à l'avance dans le pays.

« Rapport de la Commission d'Enquête sur le dessèchement des Etangs et l'assainissement de la partie insalubre du département de l'Ain(1839).

Avant d'entrer dans l'exposé du Rapport, nous ferons remarquer que, de par sa composition, le but de la Commission devait être, avant tout, d'étudier le côté sanitaire de la question. Nous relevons,

parmi les membres, trois docteurs en médecine : le docteur Bottex, le docteur Hudellet, membres de la Société de l'Ain et le docteur Thiébaud, secrétaire. Le rapporteur fut M. Puvis, président de la Société d'agriculture de l'Ain.

La Commission décida que l'enquête aurait « lieu
« par commune et que dans chacune d'elles, on
« désignerait deux personnes représentant chacune
« des deux opinions opposées, et que, successive-
« ment, chacune d'elles serait interrogée en pré-
« sence de ses concitoyens de la même opinion,
« qui seraient admis au besoin à modifier les répon-
« ses faites, si leur pensée n'était pas d'accord avec
« celle des délégués ».

Après avoir retracé l'ancien état de la Dombes, M. Puvis donna les résultats de l'enquête concernant les causes de l'insalubrité de la Dombes :

« La presque totalité des personnes interrogées,
« dit-il, convient de l'insalubrité des étangs ; une
« grande partie les accuse d'en être la principale
« cause, un petit nombre l'attribue en premier ordre
« à la nature du sol, d'autres aux prairies marécä-
« geuses, quelques-unes à la flouvé, et presque
« tous ont aussi donné, comme l'une des causes, le
« mauvais régime des habitants. En même temps,
« un grand nombre de faits ont été produits dans
« le cours de l'enquête, qui ont prouvé que la salu-
« brité reparaissait toutes les fois que les étangs
« étaient desséchés ; la Commission, en s'appuyant
« sur les faits nombreux que lui a révélés l'enquête,
« sur l'avis de tous les médecins qui se sont occu-

« pès de salubrité, de tous les agronomes et les
« économistes qui ont écrit sur la matière ; en re-
« marquant que la Dombes, avant la multiplication
« des étangs, était beaucoup plus cultivée et plus
« peuplée que depuis qu'ils ont envahi les meil-
« leurs parties du sol ; que depuis lors, plus de la
« moitié de la population et des habitations sem-
« blent avoir disparu ; que, pendant que la Bresse,
« de même formation que la Dombes, avec un sol
« moins bon, moins salubre, en desséchant ses
« étangs, est arrivée à un état prospère et une
« population de 1.600 âmes par lieue carrée ; la
« Dombes, au contraire, en multipliant les siens,
« est descendue à une culture du sol presque sans
« produit net et à une population de moins de
« 400 âmes par lieue carrée ; remarquant, enfin, que
« l'insalubrité et les fièvres apparaissent partout
« avec les étangs, et qu'ainsi que nous le verrons
« dans un moment, la salubrité reparait partout où
« se sont faits des dessèchements ; pour tous ces
» motifs, disons-nous, la Commission est restée
« unanimement et pleinement convaincue que les
« étangs sont, sans aucun doute, la plus puissante
« cause de l'insalubrité de la Dombes ».

La Commission n'accepta pas le rôle prépondérant que certaines personnes avaient voulu faire jouer aux prairies marécageuses, au mauvais régime, etc., mais elle pensa « que toutes ces causes
« réunies étaient loin de produire un effet délétère
« comparable à celui des étangs ».

En effet, à peine 1/6^{ème} des communes inondées

contenait des prairies, et les communes, où il s'en trouvait, étaient loin d'être les plus malsaines. La Commission cite alors les cas où la salubrité est revenue à la suite de la suppression des étangs.

Ainsi, dit-elle, Marlieux est moins malsain depuis que l'étang qui le touche a une année d'assec sur trois au lieu d'être toujours en eau et c'est dans les années d'assec que les fièvres sont plus rares. La commune de Saint-André-de-Corcy, d'après la déclaration de ses habitants, voit augmenter ou diminuer son insalubrité suivant que les étangs voisins sont en eau ou en assec. La commune de Sainte-Croix a desséché ses étangs en même temps qu'elle a assaini son marais et, depuis cette époque, les naissances excèdent de 2 à 3 % les décès, tandis qu'auparavant, c'était la proportion inverse.

Ces faits, tout en montrant le peu d'importance des autres causes, établissent donc bien que la salubrité est revenue par la suppression des étangs. Un milieu aussi défectueux n'était pas sans retentir sur la santé des habitants, et sans modifier profondément leur organisme, faisant des Dombistes une « classe d'hommes à part ».

« Ainsi, les habitants de la Dombes, comme ceux
« de la Sologne, une partie du Forez, lorsqu'ils ont
« été frappés à plusieurs reprises par la maladie et
« qu'ils n'y succombent pas, sont remarquables par
« une peau blafarde, terne, décolorée; leur face est
« bouffie, terreuse, le tissu cellulaire est gorgé de
« sucs lymphatiques; le col est gros, les glandes

« prédisposées au gonflement ; les viscères du bas-
« ventre, le foie et surtout la rate se tuméfièrent ».

C'est bien là, la description du paludisme chronique, marquant de ses stigmates les malheureux Dombistes de 1840.

La conclusion du Rapport était la suivante :

« La Commission n'hésite pas à dire que le premier, le seul moyen sûr d'atteindre le but, serait
« le dessèchement des étangs ; mais elle déclare
« repousser tout dessèchement brusque, simultané,
« qui serait l'effet de la contrainte ; elle propose un
« dessèchement progressif, amené par la conviction et, par conséquent, facultatif ».

Le docteur Bottex, qui avait fait partie de la Commission, fit paraître, l'année suivante (1840), une étude sur les « Causes de l'insalubrité de la Dombes ». Les arguments qu'il fournit sont ceux que nous avons déjà vus exposés par la Commission, mais il s'attache à les faire valoir surtout au point de vue : hygiène. A son avis, les Dombistes sont au moins aussi bien nourris que les paysans de la Bretagne, du Bourbonnais, du Morvan, etc.

Nous retiendrons aussi ce qu'écrivait le maire de la commune de Villeneuve, le 3 février 1840 :

« L'insalubrité qui résulte des étangs me semble
« tout à fait incontestable. A l'extrémité nord du
« bourg de Villeneuve, à 100 mètres à peu près du
« centre de ce bourg, se trouvait un étang appelé
« Lespinasse, d'une étendue d'environ 8 hectares ;
« lorsque cet étang se trouvait en assec, on aperce-
« vait peu de fièvres à Villeneuve ; mais lorsqu'il

« était en évologie, chaque année, sur 100 habitants,
« 25 ou 30 avaient la fièvre. Depuis 15 ans, c'est-à-
« dire depuis que cet étang a été totalement
« desséché, on ne voit plus, dans le bourg de Ville-
« neuve, ces fièvres endémiques, qui, chaque année,
« désolaient la population de cette commune ».

Ce document, joint aux témoignages recueillis par la Commission d'enquête, établit bien que c'est dans l'étang qu'il faut chercher la cause première de l'insalubrité de la Dombes.

Le docteur Vaulpré voulut voir la cause de la misère de la Dombes, dans l'habitation, la nourriture de mauvaise qualité, le sol, le climat, et refusa à l'étang le rôle principal. Il reconnaît cependant que les fièvres sont endémiques en Dombes; le paludisme était alors loin d'être larvé, d'après la description qu'il fait du Dombiste : « Son ventre est
« distendu par la rate qui est énorme et qui, quel-
« quefois, occupe les deux tiers de l'abdomen ». Puis, parlant des bergers : « C'est chez ces enfants,
« dit-il, que l'on rencontre des engorgements de la
« rate tellement volumineux que, nulle part ail-
« leurs, on ne peut s'en faire idée; il arrive sou-
« vent que l'on trouve la rate occupant les deux
« tiers et quelquefois les trois quarts de l'abdo-
« men ».

CHA PITRE III

2^{me} période : de 1850 à 1863.

Nous sommes obligé d'établir cette division toute artificielle dans notre étude du Paludisme en Dombes, car les adversaires du dessèchement ont voulu nier toute relation entre la suppression des étangs et l'amélioration sanitaire du pays. C'est ce que disait M. le sénateur Gauthier (Aude) lors de la « Discussion du projet de loi relatif au dessèchement « d'étangs dans le département de l'Ain » (Sénat 1901). « Non Messieurs, je ne le nierai pas Oui, la « fièvre existait et sévissait non pas avant 1863, « mais avant 1850, et c'est vers cette dernière « époque, bien avant le dessèchement des étangs, « qu'elle a disparu ». Que si une telle assertion était vraie, il serait injuste d'accuser l'étang d'être cause de la persistance du paludisme dans la Dombes. Mais, jusqu'ici, nous avons pu constater que le résultat de l'expérience de la majorité des Dombistes, et que la conclusion de l'enquête de la Commission de 1839 avaient toujours relevé le rôle néfaste joué

par l'étang au point de vue de l'état sanitaire et de la dépopulation de la Dombes.

C'est dans cette période (1850-1863), au contraire, que nous allons voir les efforts être plus soutenus que jamais, et l'Etat s'émouvoir des plaintes si souvent renouvelées par cette malheureuse contrée. Le résultat obtenu sera la création d'une Commission nommée par l'Etat en 1859, puis le remède : la Convention de 1863.

En 1851, quelques hommes, décidés à tout faire pour améliorer le sort de leur pays, se réunirent en Comité sous la présidence de M. Goujon, assisté de MM. Valentin-Smith, Paul Brun, Clément Désormes, Drevet, Pérouse et Paul d'Aubarède, et adressèrent une pétition à la Chambre pour lui signaler l'état de la Dombes, et solliciter son intervention.

La même année, le 15 février 1851, le Conseil de salubrité publique déclara qu'« il était unanime
« pour reconnaître que l'existence des étangs est
« une cause permanente et incessante d'insalubrité
« pour la Dombes, et qu'il est utile, urgent même de
« combattre cette cause... ».

Mais les moyens manquaient pour arriver à un tel but, car les « Coutumes de Villars » étaient respectées à l'instar de lois. Aussi fut votée la loi du 21 juillet 1856, qui faisait rentrer les étangs dans le droit commun. Nous retiendrons l'article 1^{er} :
« Dans le département de l'Ain, les droits de l'a-
« breuvage, de brouillage, etc. ., appartenant à
« d'autres qu'aux propriétaires de l'évolage ou de
« l'assec des étangs sont rachetables moyennant des

« indemnités qui sont réglées de gré à gré, ou, en cas de contestation, par les tribunaux ».

Du reste, dès 1849 (Arrêt du 5 juillet), la Cour de Cassation avait déclaré formellement que les droits d'assec, d'évolage, etc., constituaient, dans leur ensemble, une co-propriété indivise soumise, comme toute autre indivision à l'article 815 du Code Napoléon : « Nul ne peut être contraint de demeurer dans l'indivision... »

On pouvait donc espérer une solution, et par une décision en date du 15 décembre 1858, M. le Ministre de l'Agriculture institua une Commission « à l'effet d'étudier et d'amener à une prompt solution la question depuis si longtemps agitée de l'amélioration sanitaire et agricole de la Dombes ».

Le rapport de cette Commission (21 janvier 1859) proposa de faire étudier sur les lieux le problème de l'assainissement de la Dombes. Le Ministre de l'Agriculture forma alors, par arrêté du 28 janvier 1859, une nouvelle Commission « chargée d'étudier sur les lieux les moyens d'accomplir le dessèchement des étangs de la Dombes, de proposer l'ordre à suivre pour l'accomplissement successif de cette opération et d'estimer quelles subventions ou primes il convient d'accorder par hectare d'étang transformé en terres arables ou en prairies drainées ou non drainées ».

Le rapport fut remis au Ministre le 7 mars 1859.

Rapport à M. le Ministre de l'Agriculture du Commerce et des Travaux publics sur l'amélioration sanitaire et agricole de la Dombes (7 mars 1859).

Ce rapport est divisé en deux parties :

La première partie est consacrée à l'étude de l'état actuel de la Dombes et des travaux nécessaires à son amélioration.

La seconde partie comprend l'examen des mesures administratives les plus propres à favoriser la régénération de cette contrée.

Les étangs sont une fois de plus accusés d'être cause de l'insalubrité du pays. La Commission constata, en effet, que la population était décimée par la fièvre paludéenne, sévissant de la fin de juin à la fin de septembre, c'est-à-dire pendant les mois où l'évaporation est la plus forte. Elle remarqua aussi que le nombre et l'intensité des accidents s'accroissaient pendant les années de sécheresse, car les eaux des étangs s'abaissent davantage et laissent à l'état marécageux de plus grandes surfaces.

Nous allons établir, à l'aide de documents établis en 1857, que les ravages de la fièvre sont proportionnels à l'étendue des étangs, que la dépopulation suit le même ordre que la fièvre, que la durée de la vie moyenne est moindre dans les communes où les étangs sont les plus nombreux, et que les résultats du recrutement confirment ce qui précède.

COMMUNES RANGÉES D'APRÈS LE RAPPORT DE LA SURFACE DES
ÉTANGS A LA SURFACE TOTALE

Rapport de la surface des étangs à la surface totale

Birieux.....	0,426	Saint-Nizier-le-Désert ..	0,232
Lapeyrouse	0,423	Versailleux.....	0,315
Saint-Marcel.....	0,390	Joyeux.....	0,288
Bouligneux.....	0,377	St-Germain-sur-Renom.	0,270
Marlieux.....	0,360	Cordieux.....	0,255
Villars.....	0,346	Chalamont.....	0,251
Saint-Paul-de-Varax....	0,333	etc	

COMMUNES RANGÉES PAR ORDRE DE LA PROPORTION DE FIÉVREUX

	Fiévreux p. 0/0 hab		Fiévreux p. 0/0 hab.
Lapeyrouse.....	94	St-Nizier-le-Désert.....	48
Marlieux.....	77	Joyeux	45
Birieux..	73	Versailleux.....	45
St-Germain-sur-Renom.	71	St-Paul-de-Varax.....	34
Saint-Marcel.....	69	Villars.....	31
Bouligneux.....	51		

En se reportant aux deux cartes (reproduction des cartes officielles) insérées à la fin de notre travail, on pourra constater que les régions où la teinte est la plus foncée (c'est-à-dire où y il a le plus de surface inondée) sont aussi celles où les fiévreux sont les plus nombreux, et la densité de la population, moindre.

Les résultats du recrutement venaient encore confirmer ces tristes constatations : ainsi, la taille moyenne des conscrits dans la Dombes était de 1 m. 620, tandis qu'elle était de 1 m. 658 dans le reste du département de l'Ain et s'élevait à 1 m. 677 dans

les montagnes qui le bordent à l'est. Les exemptions pour causes physiques étaient également beaucoup plus nombreuses en Dombes qu'ailleurs dans le reste de la France.

Ainsi : pour les contingents de 1852 à 1856 :

Cantons	Contingents	Réformés pour causes physiques	Réformés pour 400 soldats	Proportion d'étangs p. % de la surface des cantons
Chalamont	138	90	65	23
St-Trivier	240	148	62	17
Châtillon	308	185	60	8
Trévoux	265	108	40	8
Meximieux	222	86	39	8

D'après ce tableau, on voit aussi que le nombre des réformes est directement proportionnel à l'étendue du terrain inondé.

Après avoir étudié la possibilité de l'assèchement des étangs, la Commission a été unanimement d'accord sur la nécessité et l'urgence de la suppression des étangs pour assurer la salubrité du pays, élément indispensable de toute amélioration ultérieure.

Les moyens proposés dans la seconde partie du Rapport pour arriver au but désiré, découlent de l'interprétation de la loi du 21 juillet 1876. La Commission demandait que des subventions ou primes soient accordées aux cultivateurs qui dessècheraient. De plus, pour bien montrer qu'elle écartait toute mesure radicale et vexatoire, elle était d'avis que les étangs de la Dombes soient complètement supprimés dans un délai de 15 ans à dater de la loi.

Enfin la Commission appelait de la manière la plus pressante l'attention du Ministre sur l'établisse-

ment d'un chemin de fer agricole de Montlucl à Villars.

Les conclusions de la Commission ne renfermaient pas d'idées nouvelles, car des demandes d'indemnité avaient été formulées, dès 1852, par le Comité d'amélioration agricole et sanitaire, et n'avaient été écoutées qu'avec hésitation par le gouvernement. Clément Désormes écrivit alors une notice sur les avantages pour la Dombes d'un chemin de fer de Lyon à Bourg.

*
* *

Avant de voir comment le gouvernement s'y prit pour faire exécuter les mesures que préconisait la Commission dans son Rapport, nous allons examiner les publications traitant de la question du paludisme dans la Dombes, à cette époque.

Valentin-Smith, propriétaire à Beaumont, faisait, en 1860, une « Etude statistique sur la Dombes ». Nous retiendrons que, comme on l'a dit, l'immigration est le fait dominant de la statistique de cette contrée. En effet, la Dombes, considérée depuis le commencement du siècle, ne doit pas le tiers de son accroissement à elle-même, et a reçu, au contraire, plus des deux tiers de l'immigration. « La « Dombes, dit-il, est un pays vide où se déverse le « trop plein des pays qui l'avoisinent. L'immigrant « suit la demande et va où le gain l'attire. Le besoin « de vivre lui fait oublier les menaces de la maladie « et les chances de mortalité ». Tandis qu'en France, la population était, d'après le recensement de 1856,

de 67 habitants par kilomètre carré, dans le département de l'Ain de 63 habitants par kilomètre carré, en Dombes, au contraire, dans les 40 communes à étangs de l'arrondissement de Trévoux, la population n'était que de 29 habitants par kilomètre carré, ce qui faisait 1 habitant par hectare et demi environ pour la France et l'Ain, et 1 habitant par 3,34 hectares dans les 40 communes à étangs.

Tous les faits sociaux, du reste, étaient précipités dans cette malheureuse contrée; les naissances, les décès et les mariages y étaient proportionnellement plus nombreux qu'en France. On comptait un mariage sur 89,57 habitants et, dans la France moyenne : 1 mariage sur 127,33 habitants.

35,94 naissances sur 1.000 habitants en Dombes.

25,75 ————— en France.

Dé 1802 à 1858, le rapport des décès annuels à la population fut de 33 décès 03 pour 1.000 habitants en Dombes, et de 25,07 par 1.000 habitants en France.

Ces nombreux mariages en Dombes n'étaient pas la conséquence normale de l'immigration, mais, au contraire, des décès. Pour Maltus, en effet, « la mort est le plus puissant de tous les encouragements au mariage ».

De plus, la vie moyenne en Dombes était de 20 ans 11 mois 11 jours, alors qu'en France elle s'élevait à 41 ans 4 mois 23 jours. M. Hervé-Mangon constatait, en 1857, dans son « Rapport sur l'amélioration sanitaire et agricole de la Dombes », qu'il y avait à Lapeyrouse 94 habitants et à Birieux 73 habitants

sur 100 annuellement atteints de la fièvre paludéenne.

— Le 25 mai 1860, M. Guillebeau, maire du Plantay, adressait à M. Valentin-Smith une lettre pour lui exposer la triste situation de sa commune. Ce document a une valeur de premier ordre par suite de la haute compétence et de la situation de son auteur. Nous pourrions ainsi montrer que la fièvre était loin d'avoir disparu de la Dombes, ou même d'y être en régression.

Voici donc quelques extraits de cette intéressante lettre qui établiront la façon dont les Dombistes envisageaient la situation sanitaire de leur pays.

M. Guillebeau ne parlera que de sa commune. (Le Plantay); ses renseignements ne laisseront ainsi rien à désirer au point de vue de l'exactitude.

« ...Pour ce qui concerne le Plantay, dit-il, non seulement nous avons des fièvres tous les ans, mais
« nous en avons toute l'année. Toutefois, en août et
« septembre, elles sont plus générales et plus violentes. Durant ces deux mois, on voit tantôt une
« ferme, tantôt l'autre, obligée de suspendre à peu
« près ses travaux, tous les bras étant arrêtés par la
« fièvre. J'ai fait le relevé des fiévreux de notre commune pendant l'année 1859. Il s'est élevé au chiffre
« de 268 sur une population de 455 habitants, lequel
« chiffre doit être considéré comme un minimum,
« car ce genre de statistique présente des difficultés
« qu'on ne peut pas toujours résoudre. D'un
« côté, certains fermiers refusent de signaler leurs
« fiévreux, dans la crainte de nuire à leurs étangs;

« de l'autre, les gens du dehors venus pour aider à
« rentrer les moissons et qui ont pris la fièvre,
« échappent presque tous à ce recensement.
« Notons que, cette année, les fiévreux ont été
« moins nombreux qu'en 1857. Or, en comptant
« seulement 250 fiévreux annuellement au Plantay,
« c'est déjà signaler une très grave perturbation qui
« ne peut qu'être féconde en ruines.

.....
« Les décès du Plantay, de 1850 à 1859, y com-
« pris ceux de 9 individus de la commune, morts
« à l'hospice de Chalamont, atteignent le chiffre
« de 168. Nos naissances, pour le même laps de
« temps arrivent à 143. Il y a donc un excédent
« de 25 décès. J'ai oublié de dire ici que la durée
« de la vie moyenne, calculée sur les décès de
« 1850 à 1859, donne 24 ans et quelques mois par
« individu, ce qui n'affaiblit pas la valeur de mes
« observations.

.....
« Au Plantay, depuis 10 ans, il est mort un no-
« nagénaire. Il est arrivé tout à point pour se faire
« enterrer chez nous. Il est mort 5 octogénai-
« res, trois sont étrangers au Plantay. Il est
« mort 20 septuagénaires, 10 sont étrangers au
« Plantay. Quand je parle de septuagénaires, je
« veux dire âgés de 60 à 70 ans, octogénaires de
« 70 à 80 ans. Je dis cela de peur qu'on ne se
« trompe de 10 ans sur chacune de ces catégo-
« ries, ce qui s'accorderait mal avec la vérité.
« Enfin, je ne compte, comme étrangers, que ceux

« qui sont décédés une sizaine d'années ou moins
« depuis leur arrivée.

.....

« Cet état de souffrances dans lequel végète la
« Dombes amène des complications les plus étran-
« ges, dans le mode d'existence de ses habitants.
« Prenons la statistique des mariages d'abord. Au
« Plantay, les familles se classent comme il suit ;

« 5 familles orphelines de père et de mère.

« 15 veufs, dont 9 veufs et 6 veuves.

« 1 mariage dont l'un des époux est mar. en 5^e noc. l'autre en 2^d

« 1	—	—	—	4 ^e	—	3 ^e
-----	---	---	---	----------------	---	----------------

« 1	—	—	—	3 ^e	—	2 ^e
-----	---	---	---	----------------	---	----------------

« 1	—	—	—	3 ^e	—	1 ^e
-----	---	---	---	----------------	---	----------------

« 3	—	—	—	2 ^e	—	2 ^e
-----	---	---	---	----------------	---	----------------

« 13	—	—	—	2 ^e	—	1 ^e
------	---	---	---	----------------	---	----------------

« 55	—	les époux sont mariés en premières noccs ».				
------	---	---	--	--	--	--

.....

Puis, pour montrer que c'est bien l'immigration
qui alimente la population de la Dombes, Guillebeau
fait la statistique des différentes familles établies
au Plantay, et démontre qu'elles sont en grande
majorité de récente origine.

« Familles du Plantay »

				Dates
1 fam. (la plus anc.)	représ. par 3 branc.	résid. au Plantay.	1710	
1 —	—	2 —	—	1780
4 —	—	1 —	—	1800
3 —	—	1 —	—	1830
6 —	—	1 —	—	1840
2 —	—	1 —	—	1845
5 —	—	1 —	—	1850
8 —	—	1 —	—	1852
12 —	—	1 —	—	1853-54
4 —	—	1 —	—	1855-56
5 —	—	1 —	—	1857
8 —	—	1 —	—	1858
4 —	—	1 —	—	1859
2 —	—	1 —	—	1860

Puis M. Guillebeau, en terminant cette première partie de sa lettre, ayant trait à la question sanitaire de sa commune disait : « Mieux vaut espérer
« que le Gouvernement ne tardera pas de nous
« doter d'une bonne loi à leur égard (étangs), qui
« coupera plus de fièvre que toutes les quinquines
« passées et futures ».

Nous extrayerons également d'un ouvrage de M. Clément Désormes (maire d'une commune de 405 âmes en Dombes), intitulé : « Des dommages
« pécuniaires causés par la fièvre en Dombes ». (1863), un rapport médical daté du 2 septembre 1861.

Rapport de trois Médecins appelés en Dombes

« Nous soussignés, Claude-Marie-Auguste Dau-
« vergne, docteur en médecine de l'administration

« de l'octroi, médecin assermenté des douanes,
« demeurant à Lyon, place Louis-le-Grand, 34 ;
« Fromont, docteur en médecine, domicilié à Châ-
« tillon-les-Dombes (Ain), et Philippe Passot, mem-
« bre de la Société Impériale de médecine, méde-
« cin du Conseil des Prud'hommes, secrétaire de
« la Commission des logements insalubres, de-
« meurant à Lyon, quai St-Antoine, 24 ,

« Déclarons avoir été appelés par les employés
« de culture de M. Clément-Désormes, au mois
« d'août 1861, pour constater la nature et la cause
« des maladies qui frappent chaque année, durant
« les mois d'été et d'automne, les habitants du
« hameau du Châtelard, des domaines des Creu-
« settes, de la Briqueterie, des Bernardins, des
« Fossés et du Gondet, tous situés sur la commune
« de la Chapelle-du-Châtelard (Dombes). Nous nous
« sommes rendus à cette invitation, le 2 septembre
« 1861, et avons constaté et observé ce qui suit :

« En ce qui touche la nature des maladies, nous
« avons éprouvé dans la visite que nous avons faite
« à 16 ménages, comprenant 71 habitants, une tris-
« tesse et même une pitié profonde. A chaque porte
« nous avons trouvé des malades. 41 de ces mal-
« heureux avaient le teint jaune livide, étaient
« épuisés par le mal qui les décime, grelottaient ou
« brûlaient la fièvre des marais. La vue des vieil-
« lards, des jeunes femmes et surtout des petits
« enfants nous a impressionnés péniblement. La
« plupart nous ont accusé une douleur à la rate et
« quelques-uns nous ont même offert un gonflement

« de cet organe. Chez plusieurs, la fièvre se com-
« pliquait de toux, avec respiration anxieuse, de
« délire, de diarrhée et même de dysenterie.

.....
« Les avortements, les cachexies et la mortalité
« excessive des enfants sont des faits dont tous les
« médecins du pays, comme la statistique, ont con-
« signé et établi d'une manière péremptoire l'ef-
« frayante proportion.

.....
« Les habitations y sont cependant propres et
« salubres.

.....
« Dans quelques fermes, qui ne sont pas moins
« maltraitées que les autres, la nourriture, dont
« nous avons voulu connaître les conditions, est
« abondante, saine et réparatrice. Le pain est
« d'excellente qualité. Il s'y mange, dans la saison
« des fièvres particulièrement, de la viande de bou-
« cherie au moins trois fois par semaine. Tous les
« jours on y boit du vin et souvent même du café.
« L'eau est d'une pureté absolue ; elle est ferrée et
« oxygénée... Et cependant, malgré ces conditions
« de régime exceptionnel... la fièvre frappe.

.....
« Quant à indiquer la cause des fièvres inter-
« mittentes en Dombes, nous ne mettons pas plus

« en doute que nos devanciers qu'elle ne tienne aux
« étangs dont est couvert ce malheureux pays ».

Dans les *Annales d'Hygiène publique* (2^e série 17-18, p. 225, 1862), Rollet, professeur lyonnais, reprit et confirma, par les résultats qu'il obtint, les publications antérieures, celles de Valentin-Smith notamment.

M. de Saint-Germain, député, faisait en 1863, au Corps législatif, un rapport dans lequel il constatait qu'en 1857, par exemple, le nombre des maladies varia, dans les communes de la Dombes, de 94 0/0 dans les plus éprouvées, à 8 et 9 0/0 dans les plus favorisées. Sur 40 communes, celle qui occupait le vingtième rang présentait encore une proportion de 27 0/0. En somme, cette proportion de fiévreux était de 34 0/0 sur l'ensemble des 40 communes.

Il y eut de 1852 à 1857, dans les opérations du recrutement, 52 0/0 de réformés dans l'ensemble de la contrée.

Nous avons donc établi qu'entre 1850 et 1863 le paludisme sévissait avec autant d'intensité que jamais. Aussi des réformes étaient devenues nécessaires pour enrayer ce fléau.

*
* *

Le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics proposa en 1860, au Conseil général de l'Ain, un essai de dessèchement volontaire, avec primes, des étangs de la Dombes. Le Conseil général donna son entière approbation et insista sur l'opportunité qu'il

y avait, en effet, d'employer les moyens d'encouragement, plutôt que les mesures coercitives.

On demanda aux propriétaires la suppression de 2.000 hectares d'étangs, en leur offrant une prime de 300 francs par hectare. Le dessèchement demandé fut bientôt obtenu. La plus grande partie des propriétaires donnèrent leur consentement par écrit. Les personnes qui avaient été chargées de cette mission étaient MM. Guillebeau, Clément Désormes, J. Richard et G.-F. de la Chapelle.

Le gouvernement ne s'était pas encore arrêté à une solution définitive; une seule chose lui restait à décider; traiterait-il directement avec les propriétaires ou bien une Compagnie en serait-elle chargée?

Malgré le désir qu'avaient manifesté les propriétaires de traiter directement avec l'Etat, une dépêche de M. le Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics annonçait au préfet (1862) que le gouvernement avait passé avec M. Bodin, M. le comte Léopold Le Hon et M. Sellier une convention provisoire pour l'exécution des travaux destinés à l'amélioration de la Dombes, à savoir: Etablissement d'un chemin de fer de Sathonay à Bourg par Villars et dessèchement d'au moins 6.000 hectares d'étangs, dont la suppression aurait été approuvée par l'Administration. Les concessionnaires s'entendraient avec les propriétaires, soit en achetant les étangs soit en donnant des primes.

L'Etat, de son côté, s'engageait à payer une subvention de 3.750.000 francs pour l'exécution du che-

min de fer et une subvention de 1.500.000 francs pour les dessèchements.

Le chemin de fer serait livré dans cinq ans et l'assainissement opéré dans un espace de dix ans, à dater du 1^{er} janvier 1864.

Cette convention fut approuvée par une loi du 18 avril 1863 et par un Décret impérial du 25 juillet 1864. L'assainissement de la Dombes allait pouvoir se poursuivre d'une façon méthodique.

Nous ne saurions oublier le rôle que jouèrent alors les Trappistes dans le dessèchement. Arrivés en octobre 1863, ils montrèrent par leur exemple que l'étang desséché et rendu à la culture pouvait fournir des produits que l'on n'avait pas osé espérer jusqu'alors.

Ils durent payer, comme les habitants du pays leur tribut, en contractant à peu près tous la fièvre.

CHAPITRE IV

3^{me} période

La Dombes depuis le dessèchement

Le résultat du décret impérial du 25 juillet 1864, fut le dessèchement de plus de 6.000 hectares d'étangs. Des 20.000 hectares d'étangs existant autrefois dans le département de l'Ain, il y en avait eu 10.000 de supprimés, savoir : de 3.000 à 4.000 par mesure administrative ou sur l'initiative des propriétaires et 6.000 par la Compagnie des Dombes.

A mesure que s'exécutaient les travaux de dessèchement, la fièvre diminuait, la densité de la population et l'âge moyen de la vie s'élevaient.

En 1878, M. Radoult de la Fosse, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées (Ain), dans une « Notice sur les travaux d'amélioration de la Dombes » montra quels avaient été les différents progrès. Il fit faire une enquête dans les 15 communes de la Dombes centrale et constata que : avant 1857, le nombre annuel moyen des fiévreux était de 55 0/0 habitants pour l'ensemble de la région : ce

nombre ne s'abaissait pas au-dessous de 20 (commune de Chalamont), et s'élevait jusqu'à 77 (commune de Marlieux). « Aujourd'hui, dit-il, les cas de fièvre sont devenus extrêmement rares, au centre de la contrée qui était autrefois la plus insalubre ».

Dans ces 15 communes, la progression de la population, depuis 1846, avait été la suivante, d'après les recensements quinquennaux (Nous indiquerons, au-dessous du chiffre de la population locale, celui relatif à la population du département de l'Ain tout entier).

CIRCONSCRIPTION TERRITORIALE	POPULATION EN						
	1846	1851	1856	1861	1866	1872	1876
Les 15 Communes centrales de la Dombes	7.920	8.341	8.169	8.269	8.923	9.182	9.375
Le Département.....	367.412	372.939	370.919	369.767	371.743	363.290	365.462

C'est donc entre les années 1861-1866 (époque où commencent les grands travaux d'assainissement de la Dombes) que la population commence à s'accroître très sensiblement et d'une façon continue. La population moyenne de la partie centrale de la Dombes s'élevait à 33 habitants par kilomètre carré en 1876 ; elle avait augmenté de 37 0/0 depuis 1846. La mortalité aussi diminue :

Les Communes de la Dombes centrale	Décès pendant la période de :		Population en		Mortalité en	
	1822-1826	1872-1876	1826	1876	1826	1876
	1287	1122	6863	9768	0,0405	0,0230

Et la durée de la vie moyenne de l'homme (qui est l'expression la plus positive de la prospérité d'un

pays) de 22 ans 10 mois qu'elle était en 1856, s'est élevée progressivement au-dessus de 38 ans 6 mois.

M. Radoult de la Fosse résumait ainsi ces magnifiques résultats : « Disparition presque complète de la fièvre paludéenne ; diminution de 50 0/0 dans le chiffre de la mortalité ; augmentation de 16 ans dans la vie moyenne ; réduction du chiffre des jeunes gens réformés chaque année, comme impropres au service militaire, de 52 à 41, 7 0/0.

* * *

Les étangs, par leur richesse acquise, donnèrent d'abord d'abondantes récoltes ; le cultivateur était habitué à leur demander beaucoup sans rien leur rendre. Naturellement le sol s'appauvrit, et les engrais artificiels devinrent indispensables. L'exploitant préféra alors demander la remise en eau, par laquelle la fertilisation s'opère d'elle-même.

C'est ce que firent beaucoup de Dombistes, qui jadis avaient reçu des primes pour dessécher. Oublieux de ce qu'était la Dombes, il y a seulement trente ans, ils sollicitaient l'autorisation de refaire leurs étangs.

Ils ne se gênaient pas non plus pour dire que les adversaires les plus acharnés des étangs avaient été surtout des étrangers, que si tous ces dessèchements avaient été effectués, ce n'était pas sur la demande des habitants, mais « grâce aux réclamations de gens étrangers à la Dombes, qui ne com-
« prenaient rien aux besoins et aux désirs du pays » (Bollach).

Or, par l'histoire, nous avons établi que cette question avait toujours été considérée comme vitale par les Dombistes eux-mêmes et qu'il n'avaient reculé devant aucune démarche pour arriver à leur but.

M. Bérard, député de l'arrondissement de Trévoux comprenant la Dombes d'étangs, M. Pochon et les autres députés de l'Ain déposèrent un projet de loi (1897) dont le but serait de faire autoriser la remise en eau des étangs desséchés avec primes. Ainsi pourrait être levé l'interdit qui pesait sur les 6.000 hectares d'étangs desséchés avec primes, ainsi serait rétablie l'égalité entre tous les étangs desséchés.

Le Conseil général de l'Ain (le 27 avril 1897) émit le vœu que la faculté de remise en eau, ainsi demandée, fût autorisée.

La proposition de loi, après avis favorable de la Commission d'initiative fut renvoyée à la Commission du budget de la Chambre des Députés.

Le 22 décembre 1897, sur le rapport de M. Guillaïn la proposition fut adoptée. En voici les termes :

« Les étangs qui ont été desséchés dans le département de l'Ain pour l'exécution de l'article 3 de la convention passée le 1^{er} avril 1863 entre l'Etat et les concessionnaires du chemin de fer de Sathonay à Bourg, et approuvée par la loi du 18 avril 1863 et le décret du 25 juillet 1864, pourront être remis en eau si l'autorisation en est donnée par un arrêté du préfet de l'Ain ».

Le Ministre de l'Intérieur saisit alors le Comité consulfatif d'hygiène publique de France pour qu'il

donnât son avis sur le rapport de M. Reymond, concernant le projet de loi proposé à la Chambre des Députés en vue de la remise en eau des étangs du département de l'Ain, desséchés moyennant primes à la suite de la Convention du 1^{er} avril 1863.

M. Linder, rapporteur, concluait ainsi :

« La question posée au Comité est capitale au point de vue de l'Hygiène publique, aussi sa Commission lui propose-t-elle de la résoudre par la négative et d'insister avec la plus vive énergie pour que le Sénat, adoptant les conclusions si sages et si solidement motivées du rapport de M. le sénateur Reymond, repousse le projet de loi qui lui est soumis ».

Le Comité Consulatif d'hygiène publique de France approuvait ces conclusions le 5 mars 1900.

Un certain nombre d'habitants et agriculteurs de la Dombes firent une pétition au Ministre de l'Agriculture pour solliciter son appui et le prier d'accorder toute sa bienveillance au projet de loi Bérard, voté par la Chambre des Députés et soumis au Sénat pour sa ratification. La Société Nationale d'Agriculture, au contraire, sur la motion de M. de Monicault émit l'avis « que ce projet nous ramènerait bien loin en arrière et qu'on ne saurait invoquer en sa faveur aucune considération d'intérêt général ». La Société des Agriculteurs de Trévoux et le Comice agricole de Trévoux protestèrent également.

A la séance du 20 avril 1898, du Conseil général du département de la Loire, M. le sénateur Reymond disait : « Je prie le Conseil général d'émettre le vœu

« que l'interdiction de la remise en eau des étangs
« supprimés soit strictement maintenue, dans le
« département de l'Ain comme ailleurs. Cette ques-
« tion intéresse notre département puisqu'il a été
« procédé à la suppression d'un assez grand nom-
« bre d'étangs dans la plaine du Forez. Il est bien
« certain que, le jour où les propriétaires de l'Ain
« auraient la faculté de remettre en eau d'anciens
« étangs, la même faveur serait réclamée, dans
« notre département, par les propriétaires intéres-
« sés ». Le Conseil adopta, à l'unanimité, le vœu
proposé par M. Reymond.

Rapport de M. le Sénateur Reymond

Nous ne reprendrons pas en détail ce document de premier ordre, car, à maintes reprises, nous nous en sommes inspiré dans le cours de ce travail, notamment, pour la question historique.

Nous retiendrons la définition que donnait de l'étang, M. le sénateur Reymond :

« Un étang n'est pas nécessairement un marais ; il
« n'est pas davantage un lac ; c'est quelque chose
« d'intermédiaire entre les deux. Quand il est plein,
« c'est peut être bien le lac. Quand il s'assèche, ce
« qui a lieu partiellement à chaque instant, par évapora-
« tion, par déperdition aussi bien que par
« sécheresse atmosphérique persistante, et ce qui a
« lieu totalement au moment de la pêche, l'étang
« devient un marais d'un voisinage fort désagréable
« pour l'odorat et, à certaines époques de l'année,
« fort dangereux pour la santé ».

« Au contraire, quand il est plein, il est certain
« qu'il ressemble beaucoup à un lac. Le malheur,
« c'est qu'il est à peu près impossible qu'il soit
« constamment et régulièrement plein ». C'est ce
que ne veulent pas comprendre les partisans des
étangs.

Ainsi, M. Guillaïn proposait d'entourer les étangs
de digues à talus raides et disposées de telle sorte
que le pied intérieur n'en soit jamais découvert,
même au niveau le plus bas de l'étiage. Autrefois,
M. de Poncins avait déjà préconisé cette méthode.

M. Reymond démontra facilement que l'étang,
présentant plusieurs pentes, le remède proposé
serait d'une application difficile, sinon impossible.

*
* *

M. Linder, dans son rapport, concluait de la même
façon, en montrant que, vouloir supprimer les
plages par l'établissement de digues à talus raides,
disposées de manière que les eaux en baissant ne
laissent jamais découvrir les détritiques en décompo-
sition, était chose impossible et illusoire. — Ainsi,
l'étang, de par le fait de sa constitution que l'on ne
peut modifier, sera toujours un danger.

M. le sénateur Guyot, président de la Commission,
avait demandé l'avis de la Société nationale de
Médecine de Lyon : Voici comment s'exprime son
rapporteur :

« La Société Nationale de Médecine de Lyon,
« Considérant,

« Que la présence des étangs est liée partout au développement de la fièvre intermittente;

« Que les travaux scientifiques accomplis dans ces dernières années expliquent les relations étiologiques;

« Que, dans la Dombes particulièrement, la suppression d'un grand nombre d'étangs a amélioré considérablement l'état sanitaire des populations et fait disparaître ou diminuer dans une très forte proportion la fièvre intermittente;

« Que l'on ne peut justement imputer cette importante amélioration exclusivement aux changements apportés au logement, au vêtement et à la nourriture;

« Que ses convictions se sont fortifiées depuis 1840, époque où elle avait déjà l'occasion d'étudier la situation hygiénique de la Dombes;

« Que les faits précités sont sur le point d'être méconnus au détriment de l'hygiène de la population de toute une région.

Emet énergiquement le vœu :

1° Que les étangs desséchés dans les Dombes ne soient pas remis en eau ;

2° Que l'assainissement de la Dombes soit, au contraire, poursuivi systématiquement par la suppression progressive des étangs subsistants ».

Il ne fut tenu aucun compte des conclusions formulées, tant par le Comité consultatif d'Hygiène publique de France que par la Société nationale de Médecine de Lyon, et la loi fut votée (25 novembre 1901):

Les étangs qui ont été desséchés dans le département de l'Ain pourront être remis en eau, si l'autorisation en est donnée par un arrêté du préfet de l'Ain.

Le préfet devra soumettre la demande, dont il aura été saisi, à l'avis du Conseil d'hygiène (Commission permanente existant dans chaque département).

Si l'avis du Conseil d'hygiène est favorable, la demande sera soumise à diverses enquêtes, etc.

Parmi les adversaires du dessèchement qui prirent la parole à la tribune étaient M. Gauthier (Aude) et M. Alcide Treille qui, jadis, avait défendu l'innocuité de la céruse.

Par contre, le rapport de M. Reymond reçut l'approbation de M. Laveran, affirmant, dans une note intitulée « Des Etangs au point de vue du Paludisme » : que « En ce qui concerne spécialement « la Dombes, il ne paraît pas douteux que le « dessèchement de 6.000 hectares d'étangs a joué « un grand rôle dans l'assainissement de cette « région. Je n'hésite pas à croire, dit-il, qu'on « compromettrait gravement les heureux résultats « qui ont été obtenus si on abandonnait de nouveau « à la déplorable industrie des étangs à poissons les « terres qui ont été conquises sur elle. Ce serait « reculer. Tous les efforts doivent tendre, au « contraire, à restreindre de plus en plus la surface, « encore trop considérable, encore occupée par les « étangs ».

DEUXIÈME PARTIE

Le Paludisme en Dombes depuis la loi Bérard

Depuis la loi Bérard, il y a eu au moins deux mille hectares de terrain remis en eau. La relation étroite que nous avons montrée existante entre la surface inondée et les cas de paludisme (voir cartes 1859... , fin du travail) va de nouveau recevoir une triste vérification.

Aussi, M. le professeur Bondet profita-t-il du Congrès de Lyon 1906, pour montrer le danger auquel on s'exposait en s'engageant dans cette voie, et demander la suspension de la loi d'abord, puis son abrogation le plus rapidement possible. Le Congrès approuva pleinement la demande du professeur Bondet.

L'année suivante, M. le professeur J. Courmont fit un Rapport au Conseil supérieur d'hygiène publique de France sur « la remise en eau des étangs de la Dombes ». Il rappelait qu'à l'époque où fut votée la

loi de 1901, l'étiologie du paludisme n'était pas encore universellement acceptée, mais qu'actuellement les rapports existants entre les étangs, les anophèles et le paludisme ne sont mis en doute par personne. Les recherches de M. le professeur Neveu-Lemaire avaient démontré, en effet, la présence d'anophèles dans la région d'étangs.

« Pour ces recherches, dit M. le Professeur Neveu
« Lemaire. notre quartier général a été le village de
« Villars-en-Dombes, situé au milieu d'une région
« où les étangs sont encore nombreux.

« Nous avons parcouru cette région à trois re-
« prises différentes, les 10, 24 et 30 juillet 1906, et
« nous avons examiné onze étangs.

« On sait que la récolte des moustiques adultes en
« plein air est à peu près impossible, car c'est
« surtout dans les habitations ou les bois touffus
« qu'on les rencontre; aussi notre intention était
« seulement de recueillir les œufs, les larves ou les
« nymphes, qui sont aquatiques.

« Pour cette récolte, nous avons employé deux
« engins : un filet en soie à bluter à mailles très
« fines, adapté à l'extrémité d'une gaule de moyenne
« dimension et à l'aide duquel nous pêchions à la
« surface de l'eau dans les endroits profonds; d'au-
« tre part, un simple tube de verre, qui nous per-
« mettait de recueillir les larves à la surface des
« flaques d'eau, dès que nous les avions aperçues.

« Sur les onze étangs. dans lesquels nous nous
« sommes livré à cette pêche, nous avons trouvé,

« dans neuf (1) d'entre-eux, des larves de moustiques ; nous n'avons vu ni œufs ni nymphes.

« Ces larves, plus ou moins nombreuses, suivant les endroits, se trouvaient souvent au bord des étangs, dans les petites flaques où l'eau était peu profonde. Dans certains cas, à l'aide du tube, dont nous avons parlé tout à l'heure, on pouvait aisément en recueillir une douzaine par minute. Ces larves, d'après leurs dimensions, leur forme, leur attitude horizontale à la surface de l'eau, appartenaient au groupe des Anophèles, c'est-à-dire des moustiques capables de propager le paludisme.

« Nous n'avons trouvé dans aucun étang des larves de Culex, c'est-à-dire de moustiques qui ne transmettent point la fièvre ; mais, en compagnie des larves d'Anophèles, nous avons observé dans l'eau une faune très variée, composée de Planaires, de petites Hirudinées, de divers Entomostacés, d'Hydrachnides, de larves d'Insectes, de différents Coléoptères aquatiques, etc... Il est hors de doute, que les larves d'Anophèles ont, parmi les représentants de cette faune, d'implacables ennemis. En effet, les larves que nous avons recueillies vivantes et que nous avons conservées dans des bocaux en compagnie de tous les ani-

(1) M. le professeur Neveu-Lemaire nous a confirmé que dans un voyage ultérieur en Dombes, il avait trouvé des larves dans le dixième étang où il n'en avait pas trouvé la première fois.

« maux que nous venons de citer, ont été rapide-
« ment tuées ou dévorées.

« D'autre part, celles que nous avons isolées dans
« des tubes ont survécu. Il résulte de ces faits qu'un
« petit nombre de larves seulement doit arriver
« à son complet développement et se transformer
« en nymphes et en adultes ; toutefois, cela n'em-
« pêche pas la pullulation des Anophèles, puisqu'une
« seule femelle adulte peut pondre deux cents à trois
« cents œufs.

« Il est facile d'expliquer que nous n'ayions ren-
« contré que des larves dans le laps de temps si
« court que nous avons consacré à l'étude des
« Dombes, car les Anophèles ont un développement
« beaucoup plus lent que les *Culex* ; leur évolution,
« d'après le professeur Grassi, dure au minimum
« 52 jours.

« Il est actuellement difficile, à l'examen de la
« plupart des larves de moustiques, d'affirmer à
« quelle espèce elles appartiennent, mais la dia-
« gnose générique n'offre aucune difficulté.

« Nous sommes donc sûrs qu'il existe dans les
« Dombes des larves appartenant au genre *Ano-*
« *pheles* et nous pouvons supposer, sans crainte
« d'erreur, que certaines de ces larves, d'après leur
« aspect général, sont celles d'*Anopheles maculi-*
« *pennis*, espèce la plus répandue en France. Il est
« d'ailleurs possible que certaines larves plus
« petites et plus foncées, que nous avons trouvées
« aussi en abondance, soient des larves d'*Anopheles*
« *bifurcatus*, espèce qui vit aussi dans la région

« lyonnaise et que M. le professeur Blanchard a
« rencontrée en grand nombre à Charbonnières.

« Ces deux espèces, *Anopheles maculipennis* et
« *Anopheles bifurcatus*, étant actuellement les
« deux seules espèces d'*Anophèles* signalées en
« France, nous sommes à peu près certains que les
« larves recueillies dans les Dombes appartiennent à
« l'une ou à l'autre de ces espèces, peut-être aux deux.

« Les larves que nous avons rencontrées sont
« vraisemblablement nées des œufs pondus par les
« femelles ayant hiverné après avoir été fécondées
« à la fin de l'automne dernier ; c'est donc la pre-
« mière génération de l'année et nous pouvons
« ajouter qu'étant donné l'état de l'évolution de ces
« larves, ce n'est guère qu'à la fin août ou au com-
« mencement de septembre qu'elles donneront nais-
« sance aux *Anophèles* adultes, que ceux-ci pour-
« ront alors piquer des paludiques et propager la
« fièvre à des individus sains, ce qui est parfaite-
« ment conforme avec la recrudescence des fièvres
« signalées au mois d'août et de septembre... »

La même année (1906), durant l'été, le Dr Claude, médecin-major au groupe des zouaves à Sathonay, entreprit aussi l'étude des moustiques de la région des Dombes et de la région voisine lyonnaise. Il publia le résultat de l'analyse de 600 échantillons environ de moustiques capturés au camp de Sathonay et au village du même nom, d'une part, et, d'autre part, dans la région comprise au nord du Camp, séparée en deux parties par la voie ferrée de Lyon à Bourg.

Voici un extrait de ces très intéressantes recherches :

A. — CAPTURES FAITES A DROITE DE LA VOIE FERRÉE LYON-BOURG

1^o *Marais des Echets*. — A 16 kilomètres du camp. La capture fut faite, de juin au milieu d'août, dans une maison du village, grange, écurie, abris de chasseurs en plein marais. Le nombre des captures s'est élevé à 160 qui se répartissent ainsi :

Culex pipiens.....	69	Culex fatigans.....	6
— lateralis.....	18	— divers.....	7
— geniculatus.....	5	— indéterminés.....	55

2^o *Etangs de Grange-Blanche*. — Aux Rages, au sud de Saint-Véran. Capture en juin, en plein air, sous des abris divers, ayant donné 28 prises, savoir :

Culex pipiens.....	12	Culex lateralis.....	3
— fatigans.....	8	— indéterminés.....	5

3^o *Le marais près Le Montet*. — Capture en juin, dans une habitation (quelques échantillons provenaient de la Gentille). Au total 15, qui se répartissent ainsi :

Culex pipiens.....	2	Anophèle annulatus.....	3
Anophèle bifurcatus.....	8	Culex indéterminés.....	2

4^o *Etang lieu dit Sauberthier*. — A la lisière d'un bois, sous divers abris, en juin, 11 captures :

Culex fatigans.....	3	Culex geniculatus.....	1
— pipiens.....	3	— indéterminés.....	3

5^o *Etang du Fay Bernard*. — Au nord du précédent. A 60 mètres de la bifurcation de deux chemins, et à la lisière du bois, sous des abris quelconques. En juin, 23 moustiques,

Culex geniculatus (?).....	10	Anophèle maculipennis...	1
— spathiformis.....	4	Culex indéterminés.....	6
Anophèle bifurcatus.....	2		

6° *Etang, au nord du Poussey* — A droite de la route de Mionnay à Saint-André et à la lisière d'un bois dit Sallar. En juillet, 18 moustiques :

Culex pipiens et autres....	9		Anophèle superpictus....	2
Anophèle bifurcatus.....	7			

7° *Etang de Chambre* et un voisin. Sur la route qui les sépare. En juillet, 60 moustiques :

Culex divers	22		Anophèle maculipennis ..	18
C. ou autres indéterminés	8			

8° *Etang de Montellier, de Chevières*. marais ; *étang du Grand Birieux*. — Lieux ci-contre et marais des bois de Romagne ; bord nord du Grand Birieux. En juillet, 55 captures :

Culex divers	53		Anophèles bifurcatus....	2
--------------------	----	--	--------------------------	---

9° *Versailleux*. — Maisons du bourg sur la route de Villars à Chalamont. En juillet, 31 captures.

Culex pipiens.....	12		Anophèle superpictus....	3
— fatigans.....	4		— maculipennis..	1
— lateralis.....	3		C. divers indéterminés...	4
— spathiformis.....	4			

10° *Chalamont*. — Dans les latrines d'une maison, dans l'église. En septembre, 22 captures :

Culex divers.....	18		Anophèles indéterminés..	2
Anophèles bifurcatus	2			

B. — CAPTURES FAITES A GAUCHE DE LA VOIE FERRÉE LYON-BOURG

1° *Etang du Grand Glareins et de la Peyrouse*. — Dans un réuit du château. et au lieu dit : les Chavannes et à la Peyrouse. En juin, 23 :

Culex pipiens.....	11		Culex geniculatus	3
— lateralis	3		C. divers non identifiés..	4
— fatigans.....	2			

2° *Etang du Château de la Grange.* — Le long de la route, dans divers endroits abrités. En juillet, 12 :

Culex divers, à peu près comme ci-dessus..... 12

3° *Etang de Bouligneux.* — Au village, dans l'église et autres endroits. En juillet, 17.

Culex divers.....	12		Indéterminé.....	1
Anophèles bifurcatus....	4			

C). CAPTURES FAITES AU CAMP DE SATHONAY

Baraquements du groupe des zouaves. — Six chambres diverses, infirmerie, cantine, bibliothèque des officiers. En juillet, 109.

Culex divers.....	78		Indéterminés.....	20
A. maculipennis.....	11			

D.) VILLAGE DU CAMP DE SATHONAY

Maisons avoisinant le camp. — Gare de Sathonay; écuries diverses; locaux disciplinaires. Septembre et août, 32.

Culex divers.....	30		Indéterminés.	2
-------------------	----	--	--------------------	---

« Il résulte de cette analyse, dit le Dr Claude, que sur 625 captures que nous avons faites, durant l'été de 1906, il y en avait 73 qui représentaient des échantillons d'anophélinés. Sur 16 localités ou étangs des Dombes, il y a lieu de retenir les étangs de Montet, du Fay-Bernard, du Poussey, de Bouligneux, de Chambre, du Montellier, les localités de Sathonay (camp militaire de) et Versailleux, parmi lesquels l'anophèle existe ».

Ainsi, d'après les travaux de MM Neveu-Lemaire et Claude, nous constatons que les anophèles se trouvent en assez grande abondance en Dombes. Il n'y aurait là rien de dangereux, s'il n'existait, en même temps, des paludéens dans cette région. Nous

tenons, en effet, à rappeler que l'anophèle ne devient dangereux que lorsqu'il a eu l'occasion de se gorger du sang d'un paludéen, et a acquis alors la propriété de transmettre, par sa piqure, des hématozoaires à une personne préalablement bien portante. Aussi, ne comprenons-nous pas le discrédit qu'on a voulu jeter sur le rôle de l'anophèle en disant ironiquement : « On découvre, en abondance, des anophèles « dans le jardin botanique de la Faculté de médecine de Lyon ! » Il ne manque, en effet, à ces derniers que l'occasion de devenir dangereux.

M. le Dr Claude, après avoir étudié la répartition des anophèles, dans une partie des Dombes, a recherché l'hématozoaire.

Voici un extrait des renseignements qu'il a bien voulu nous donner :

« A l'époque du 15 août 1907, dit-il, je me livrais à
« une nouvelle étude du paludisme dans les Dombes, d'autant plus intéressante qu'elle s'appuyait
« sur des preuves irréfutables et flagrantes. Je faisais alors des analyses du sang de plusieurs malades de la région, où j'avais découvert l'anophèle.

« Je publierai le résultat de ces analyses très prochainement. Qu'il me suffise de vous exposer que, conduites suivant les procédés du médecin-principal Billet, elles m'ont convaincu de la présence de l'hématozoaire chez plus de vingt malades fébricitants de la région des Dombes, rapportant leur fièvre au paludisme ou à toute autre cause en

« l'absence de médecins, ou même après en avoir
« consultés ».

Si l'on a mis parfois en doute l'existence du paludisme en Dombes, ou si l'on a voulu l'y considérer que comme exceptionnel, c'est surtout parce que l'on a méconnu les formes frustes. Pour que nous ayons du paludisme, il n'est pas nécessaire que nous nous trouvions en face de l'accès franc avec ses trois stades de frissons, chaleur et sueur. Parfois certains organes : rein, foie, etc., seront touchés, d'autres fois, nous aurons affaire à des formes simulant l'angine de poitrine, ou en imposant pour des névralgies sus-orbitaire, dentaire, etc.

De 1884 à 1904, M. Navarre a pu constater, sur des Dombistes, des grosses rates et des anémies justiciables de la quinine et des préparations de quinquina.

La présence de l'hématozoaire ayant été décelée dans le sang d'un certain nombre d'habitants du pays d'étangs, nous avons le critérium par excellence du paludisme. Car de même que la présence du bacille de Koch fait affirmer la tuberculose, de même que le bacille d'Eberth, trouvé dans les selles, est spécifique de la fièvre typhoïde, de même aussi, la présence de l'hématozoaire de Laveran fera affirmer le paludisme.

Nous pourrions donc, avec une preuve de plus à l'appui (et celle-là décisive) dire que ni le vêtement ni la nourriture, ni le bien-être n'empêchent la malaria, car l'élément morbide subsistera toujours : l'hématozoaire. Nous savons bien qu'un homme

robuste, mis dans d'excellentes conditions hygiéniques, présentera moins de prise à l'infection qu'un individu chétif, mal nourri; c'est ce qui se passe pour beaucoup de maladies. Mais la lutte ne deviendra scientifique et réellement efficace contre le paludisme, que lorsqu'on s'attaquera à la cause primordiale : aux étangs.

CONCLUSIONS

1^o Par l'histoire de la question on voit que les étangs ont été considérés, de tout temps, comme la cause de beaucoup la plus importante du paludisme en Dombes, et que les personnes qui ont demandé le dessèchement étaient des Dombistes.

2^o Qu'il y a une relation étroite entre la surface de terrain inondé, le nombre des cas de paludisme et la densité de la population (Voir les deux cartes officielles 1859).

3^o Que l'amélioration sanitaire du pays ne date pas de 1850, époque à laquelle n'avaient pas encore été entrepris les grands dessèchements, mais est postérieure à 1863, époque à dater de laquelle furent desséchés 6 000 hectares.

4^o Que les découvertes scientifiques modernes (anophèles et hématozoaires) viennent confirmer le rôle joué par les étangs dans la persistance du paludisme en Dombes (Travaux de MM. Neveu-Lemaire, Claude).

5° Qu'en rétablissant les étangs, on fait tout ce qu'il faut pour qu'à un moment donné, sous une influence quelconque, (une sécheresse par exemple), éclate une épidémie de paludisme.

Le Président de la thèse,
J. COURMONT.

Vu:
Le Doyen,
L. HUGOUNENQ.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Lyon, le 18 décembre 1907.

Le Recteur, Président du Conseil de l'Université,
P. JOUBIN.

MACON

Echelle de 50,000



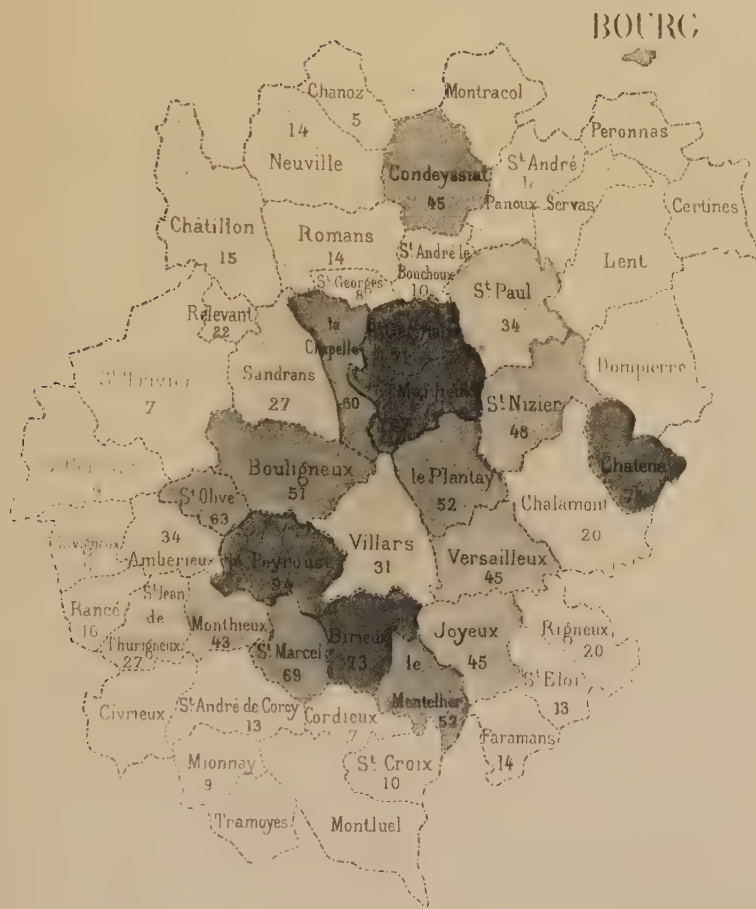
LYON



Nota : Le chiffre placé dans chaque commune indique le rapport de la surface des Étangs à sa surface totale.


MACON

Echelle de 30000



LYON



Nota : Le chiffre placé dans chaque commune indique le nombre de fievreux sur 100 habitants en 1857.

BIBLIOGRAPHIE

- AUBERT. — Discussion sur le paludisme 21 avril 1906, in *Lyon Médical*.
- BARATIER. — Les étangs de la Dombes. Trévoux, 1905.
- BÉRARD. — Les étangs de la Dombes, *Courrier de l'Ain*, 1897.
- BÉRARD. — Proposition de loi relative aux étangs de la Dombes, janvier 1897.
- BERTHOLET. — Rapport général sur les étangs, Paris 1806.
- BOLLACH. — Des étangs de la Dombes, 1898, Thèse de Lyon.
- BONDET. — La remise en eau des étangs de la Dombes et la Malaria, Congrès de Lyon, 1906.
- BOUGAULT. — La législation des étangs, 1902.
- BOUTHIER DE BORGARD. — Notice sur l'utilité incontestable des étangs de la Dombes, 1839.
- BERNARD, Isidore. — Copie de la lettre adressée à M. le rédacteur du *Courrier de l'Ain* en réponse aux articles relatifs à la question des étangs, 1851.
- BOUDIN. — Convention Nationale, Mémoire sur le dessèchement et la mise en culture des étangs de la Sologne, de la Bresse, de la Brenne, etc.
- BOTTEX. — Des causes de l'insalubrité de la Dombes, 1840.
- CLAUDE. — In « Le Caducée », 1^{er} juin 1907, 5 janvier 1907.

CLÉMENT. — Sur le rétablissement des étangs dans les Dombes
(In: Mémoires de l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et
Arts, 1907).

J. COURMONT. — La remise en eau des étangs de la Dombes
(*Annales d'Hygiène publique et de Médecine légale*,
mai 1907).

J. COURMONT. — Cours magistral, 1907-1908. Leçons sur le palu-
disme.

DÉSORMES. — Note relative au système des primes et au che-
min de fer projeté pour l'assainissement de la Dombes, 1861.

DÉSORMES. — Des dommages pécuniaires causés par la fièvre
en Dombes, 1863.

DELORE. — Les Etangs de la Dombes, Bourg 1899.

DELORE ET CAZENEUVE. — *Lyon Médical* des 5 juin et
11 juin 1899.

DIGOIN. — Mémoire sur les causes de l'insalubrité et de la
dépopulation de la Dombes et les moyens d'y remédier, 21 octo-
bre 1835.

DIGOIN. — Mémoire lu à la Société d'agriculture de Trévoux,
2 mai 1836.

DIGOIN. — Réponse à la démonstration de maintenir le régime
des étangs sur le plateau de la Dombes, 1839.

DEBOMBOURG. — Histoire communale de la Dombes, 1858.

DUBOST. — Extraits des études agricoles sur la Dombes, 1859.

DUCLAUX. — Ferments et Maladies, 1832.

GACON. — Histoire de la Bresse, du Bugey et de la Dombes,
1825.

DE SAINT-GERMAIN. — Rapport. Corps législatif. Session 1863.

GIVORD. — Les victimes de la fièvre en Dombes, devant l'opi-
nion publique, 1869.

GODARD. — Une visite à l'abbaye de la Trappe de N.-D. des
Dombes, 1869.

GUIGUE. — Insalubrité des Dombes. Son avenir agricole.

GUIGUE. — Essai sur les causes de la dépopulation de la Dombes
et l'origine de ses étangs, 1857, 1907.

GUIGUE. — Histoire de la question des Dombes, ou réfutation
de quelques assertions de M. Pichat.

GUILLEBEAU. — De la question agricole et du dessèchement
des étangs de la Dombes. Réponse à MM. Pichat et Casanova,
1860.

- GUILLEBEAU. — Lettre à M. Valentin-Smith, 1860.
- GUILLEBEAU. — Ce qu'on a fait et ce qu'il reste à faire en Dombes, 1861.
- KELSCH ET KIENER. — Maladies des Pays chauds, 1889.
- LAMAIRESSE. — Exposé de la question des Etangs et de l'assainissement de la Dombes, 1854.
- LINDER. — Rapport sur les Etangs de la Dombes, 5 mars 1900.
- LATIL DE THIMECOUR. — Lettre aux propriétaires des pays d'étangs, 1837.
- LAVERAN. — De l'étiologie du paludisme (Congrès d'hygiène de Londres, 1891).
- MAGNIN. — Recherches géologiques, botaniques et statistiques sur l'impaludisme dans la Dombes et le miasme paludéen. Th. Paris, 1876.
- DE MESSIMI. — De l'amélioration de la Dombes, 1704.
- MONFALCON. — Histoire médicale des marais, 1826.
- NAVARRE. — La doctrine anophélienne et la prophylaxie pratique du paludisme.
- NEPPEL. — Essai sur les fièvres remittentes et intermittentes des pays marécageux tempérés, 1828.
- NEVEU-LEMAIRE. — *In* Association Française pour l'avancement des Sciences, Lyon 1906, p. 342-346.
- NIVIÈRE. — De l'établissement d'une Ecole d'agriculture en Dombes, 1839.
- PASSERAT. — Des étangs de la Dombes au point de vue de l'hygiène, 1893.
- PÉRICAUD A. — Lettre d'envoi à M. Léon de Saint-Pulgent, préfet du département de l'Ain, 1862.
- PICHAT ET CASANOVA. — Examen de la question agricole en Dombes, 1860.
- PONCHON. — Les réformateurs de la Dombes agricole aux prises avec eux-mêmes, 1839.
- PUVIS. — Des étangs, de leur construction, de leur produit et de leur dessèchement, 1844.
- QUINET (Edgard). — L'Histoire de mes Idées 1820.
- RADOULT DE LA FOSSE. — Notice sur les Travaux d'amélioration de la Dombes, janvier 1878.
- REYMOND. — Rapport (Discussion du projet de loi relatif au dessèchement d'étangs dans le département de l'Ain). (Sénat. 1901).

